



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture

# L'ACTION DE LA FAO FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Conférence des  
Nations Unies sur les  
changements climatiques 2017



# SOMMAIRE

**PAGES 4-5**

**INTRODUCTION**

**PAGES 6-7**

**MESSAGES CLÉS**

**PAGES 8-9**

**FAITS ET CHIFFRES**

**PAGES 10-11**

**SOUTENIR LES PAYS POUR  
QU'ILS S'ADAPTENT AU  
CHANGEMENT CLIMATIQUE  
ET ATTÉNUENT SES EFFETS**

**PAGES 12-15**

**DONNÉES, MÉTHODES  
ET OUTILS**

**PAGES 16-31**

**DOMAINES D'ACTION DE LA FAO**

**PAGE 32**

**FINANCER  
LE POTENTIEL AGRICOLE**

**PAGE 33**

**UNE NOUVELLE PERSPECTIVE  
POUR L'ACTION CONTRE  
LE CLIMAT**

**PAGES 34-39**

**PUBLICATIONS**

## SÉNÉGAL

Des agriculteurs travaillent sur une parcelle de haricots verts à Koer Abundoy, où plusieurs jardins potagers sont cultivés pour nourrir la communauté et approvisionner le marché local. ©FAO/M. Longari







**NOUS NE  
POUVONS PAS  
RÉALISER LA  
FAIM ZÉRO  
SANS NOUS  
ATTAQUER AU  
CHANGEMENT  
CLIMATIQUE.**

Un bateau navigue entre les maisons inondées par le cyclone Aila, qui a dévasté le Bangladesh en mai 2009, détruisant les foyers, ravageant le bétail et anéantissant les cultures.  
©FAO/M. Uz Zaman

# INTRODUCTION

«NOUS NE DEVONS PAS PERDRE DE VUE NOTRE DOUBLE OBJECTIF, À SAVOIR LA SAUVEGARDE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE FACE AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE, ET LA PROMOTION D'UNE AGRICULTURE PLUS DURABLE ET PLUS RÉSILIENTE.»

JOSÉ GRAZIANO DA SILVA,  
Directeur général de la FAO

## Les actions pour rendre l'agriculture durable font partie des mesures les plus efficaces pour aider les nations à s'adapter au changement climatique et à atténuer ses effets.

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 815 millions de personnes souffrent de la faim aujourd'hui dans le monde. Après avoir reculé pendant plus d'une décennie, la faim dans le monde augmente de nouveau en 2017. Selon les projections, la planète doit d'ici 2050, produire 49 pour cent de nourriture en plus qu'en 2012 compte tenu de la croissance démographique et des changements dans l'alimentation.

Dans le même temps, pratiquement 80 pour cent des personnes pauvres vivent dans des zones rurales et dépendent de l'agriculture, de la pêche et de l'exploitation des forêts comme principale source de revenus et de nourriture.

Si les températures continuent d'augmenter, l'objectif du Programme

de développement durable à l'horizon 2030 d'éradiquer la faim et d'assurer la durabilité de nos ressources naturelles sera compromis.

Événements météorologiques extrêmes, dégradation des sols et désertification, pénurie d'eau, élévation du niveau de la mer, variabilités climatiques – tous ces phénomènes ne devraient cesser de s'intensifier en raison du changement climatique. Ils toucheront en premier les populations rurales pauvres et saperont les efforts de nourrir la planète entière.

Forte de plusieurs décennies d'expérience et d'expertise mondiales, la FAO est à même d'intégrer l'action contre le climat dans chaque facette de son travail pour aider les pays à faire face aux effets du changement climatique. En adoptant des stratégies plus résilientes, les agriculteurs, les forestiers, les éleveurs et les pêcheurs



pourront apporter des changements capables de transformer et de valoriser leurs moyens d'existence et de les protéger des effets néfastes du changement climatique.

L'agriculture et les systèmes alimentaires sont en partie responsables du changement climatique. Mais ils font également partie de la solution.

Des actions adéquates dans les secteurs de l'agriculture, la foresterie et la pêche peuvent atténuer les émissions de gaz à effet de serre (GES) et encourager l'adaptation au climat. Des efforts de réduction des émissions et l'adoption de pratiques adaptées à cette nouvelle réalité peuvent se valoriser et se soutenir les unes les autres.

Adoptée en juillet 2017, la nouvelle stratégie de la FAO vis-à-vis du

changement climatique vise à améliorer les capacités institutionnelles et techniques des États Membres, à améliorer l'intégration de la sécurité alimentaire, de l'agriculture, des forêts et des pêches dans l'agenda international sur le climat, et à renforcer l'efficacité des prestations de la FAO.

Pour des millions de personnes, notamment les exploitants familiaux ruraux des pays en voie de développement, nos actions peuvent faire la différence entre la pauvreté et la prospérité, entre la faim et la sécurité alimentaire et la nutrition.

Nous ne pouvons pas parvenir à la sécurité alimentaire et la nutrition sans nous attaquer dans le même temps aux effets du changement climatique, à la santé des océans, la dégradation des terres, l'inclusion sociale, l'éducation et l'égalité entre

les sexes, notamment dans les petits États insulaires en développement (PEID) vulnérables.

C'est la raison pour laquelle la FAO mène une transformation mondiale vers une agriculture durable. Elle aide les agriculteurs et les pays à mettre en place des systèmes résilients aux effets du changement climatique afin de nourrir les populations mondiales actuelles et futures. Elle explore en outre les moyens d'aider les populations à récupérer ce qu'elles ont perdu: par exemple, en remettant en état les terres dégradées et les ressources naturelles surexploitées pour maintenir les écosystèmes et augmenter la production alimentaire tout en stockant du carbone.

Le changement climatique s'accélère peut-être, mais les efforts de la FAO s'intensifient. Elle relève le défi climatique.



# MESSAGES CLÉS

## L'un des plus grands dangers du changement climatique est la menace qu'il pose à la production alimentaire mondiale.

Répondre à la demande alimentaire mondiale de manière durable est possible, mais cela requiert de mettre en place des systèmes institutionnels, des politiques et des pratiques adéquates dans les secteurs des cultures, de l'agriculture, du bétail, de la foresterie, de la pêche et de l'aquaculture. En adoptant des pratiques agricoles durables adaptées au contexte local, les petits exploitants agricoles peuvent parvenir à des gains de revenus et de productivité considérables, tout en augmentant dans le même temps la résilience des activités agricoles aux aléas climatiques extrêmes.

## Réaliser la Faim zéro en s'attaquant au changement climatique.

Le changement climatique affecte déjà l'agriculture et la sécurité alimentaire; et, si nous n'agissons pas de façon urgente, des millions de personnes supplémentaires risquent d'être exposées au risque de la faim et de la pauvreté, notamment en Afrique et en Asie du Sud-Est. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, les catastrophes climatiques entraînent le déplacement d'une personne toutes les secondes, c'est la raison pour laquelle il est important de mettre en œuvre un développement rural qui soit résistant aux aléas climatiques. Le changement climatique touche de manière disproportionnée les pays les plus pauvres du monde qui sont ceux qui souffrent le plus de ses effets.

## Cultiver le changement: investir dans les petits exploitants pour transformer l'économie rurale.

Le deuxième objectif de développement durable (ODD 2) promeut des approches intégrées destinées à éradiquer la faim et la malnutrition dans les zones affectées par le changement climatique, par le biais d'une agriculture durable. La faim, la pauvreté et le climat peuvent être combattus ensemble grâce à des approches qui reconnaissent les liens essentiels entre la pauvreté rurale, l'agriculture durable et les stratégies qui promeuvent l'utilisation efficace des ressources, conservent et restaurent la biodiversité et les ressources naturelles, et luttent contre les effets du changement climatique.

«SI LES POLITIQUES N'INTÈGRENT PAS LA DIMENSION AGRICOLE DANS LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, LE NOMBRE DE PERSONNES SOUFFRANT DE LA FAIM DANS LE MONDE AUGMENTERA ENCORE.»

MARIA-HELENA SEMEDO,  
Directrice générale adjointe de la  
FAO pour le climat et les  
ressources naturelles

## HAÏTI

Vue du Port-Salut et des dégâts matériels et agricoles causés par l'ouragan Matthew.  
©FAO/G. Gondolini



Si l'on veut emprunter des processus de développement résistant face aux aléas du climat et qui peuvent en même temps contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, il faudra un développement à long terme en faveur de l'agriculture. Les petits exploitants agricoles ne pourront pas assumer à eux-seuls des coûts de cette ampleur.

Consacrer une partie des investissements publics et privés aux secteurs agricoles, notamment par l'intermédiaire des flux de financement de l'action climatique, peut exploiter leur potentiel de transformation.

### Face à la recrudescence des événements climatiques extrêmes dans les pays en développement, il est essentiel de renforcer la résilience des personnes en identifiant de meilleures façons de s'adapter au changement climatique.

S'attaquer aux problèmes liés à la sécurité alimentaire et aux inégalités dans les régions sensibles aux aléas du climat est essentiel pour renforcer la résilience des moyens d'existence, notamment dans les petits États insulaires en développement (PEID). Nous devons passer de la simple

réponse aux crises à une approche proactive axée sur la prévention et l'anticipation des risques, qui aide les populations avant, pendant et après les crises. Les personnes qui ont des moyens d'existence résilients sont mieux à même de prévenir et de réduire l'impact du changement climatique sur leurs vies et le risque de catastrophes.

### L'agriculture – qui lutte sur le front de la faim et du changement climatique – peut permettre de trouver des solutions.

Le secteur agricole – y compris la foresterie et la pêche – fait partie du problème, mais peut également faire partie de la solution au changement climatique. Aucun autre secteur n'est

plus sensible aux effets du changement climatique. Pourtant, seul ce dernier a le potentiel de réduire les émissions de gaz à effet de serre au cours de notre vie. Cela inclut la réduction de la déforestation et de la dégradation des terres grâce à l'utilisation de systèmes agricoles plus intégrés et productifs. La gestion et l'utilisation durables des ressources naturelles doit être au centre de n'importe quelle stratégie globale dans la lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ses effets. L'adoption de meilleures pratiques et technologies concernant l'alimentation du bétail et la gestion du fumier – ainsi qu'une plus grande utilisation des technologies sous-utilisées comme les générateurs de biocarburant et les dispositifs d'économie d'énergie – pourraient aider le secteur mondial de l'élevage à réduire sa contribution au réchauffement climatique d'au moins 30 pour cent.

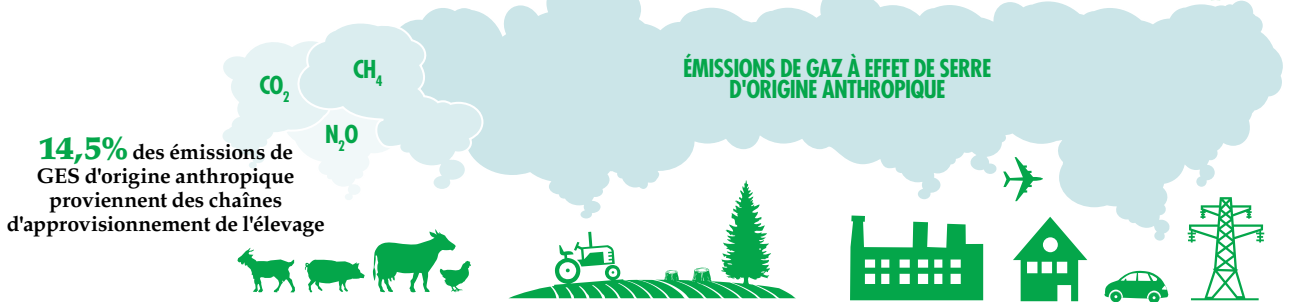
# FAITS ET CHIFFRES

- ➔ Le nombre estimé de personnes sous-alimentées est passé de **777 millions en 2015 à 815 millions en 2016**. Une grande partie de l'insécurité alimentaire s'explique par la prolifération des conflits, souvent exacerbés par les chocs liés au climat.
- ➔ La FAO prévoit que la planète doit d'ici 2050, produire **49 pour cent de nourriture en plus qu'en 2012** compte tenu de la croissance démographique et des changements dans les habitudes alimentaires.
- ➔ Entre 2005 et 2015, **26 pour cent du total des dommages** et des pertes causées par les catastrophes liées au climat dans les pays en développement ont affecté le secteur agricole.
- ➔ Sur la même période, **30 pour cent des pertes agricoles causées par des catastrophes étaient dues à la sécheresse**, ce qui a un coût de plus de 29 milliards de dollars des États-Unis.
- ➔ Dans les pays en développement, **jusqu'à 83 pour cent de l'impact économique global de la sécheresse**, que le changement climatique va intensifier, aura des retombées sur le secteur agricole.
- ➔ Le GIEC prévient que le déclin des rendements de culture pourrait déjà être une réalité, et que **des baisses de 10 à 25 pour cent** pourraient être généralisées d'ici 2050.
- ➔ Augmenter le carbone organique des sols en améliorant les techniques de gestion des terres peut **augmenter la production de nourriture de 17,6 millions de tonnes par an** et aider à maintenir la productivité dans des conditions climatiques plus sèches.
- ➔ La dégradation des sols dans le monde est responsable d'environ **78 milliards de tonnes de carbone** dans l'atmosphère. Toutefois, la remise en état des sols agricoles et dégradés peut permettre d'**absorber jusqu'à 51 milliards de tonnes de carbone** de l'atmosphère.
- ➔ Le changement climatique devrait placer une **charge supplémentaire sur les systèmes aquatiques déjà très perturbés**, ce qui aura pour conséquence d'intensifier la concurrence pour l'eau dans les autres ressources, et aura un impact sur l'eau, l'énergie et la sécurité alimentaire.
- ➔ **Les éleveurs font partie des personnes les plus vulnérables au changement climatique**, lequel touche directement les animaux, en cas d'événements extrêmes comme la sécheresse ou les vagues de chaleur, et indirectement par la baisse des rendements dans les aliments et le fourrage et l'augmentation des risques pour la santé animale.
- ➔ La filière de l'élevage représente **14,5 pour cent des émissions mondiales de gaz à effet de serre anthropogènes**. Le bétail est responsable des deux tiers environ de ce chiffre.
- ➔ La FAO estime que le potentiel de réduction des émissions par la production de bétail, notamment de méthane, est d'environ **30 pour cent du niveau de référence des émissions**.
- ➔ D'ici 2055, la redistribution des espèces provoquée par la hausse des températures risque de réduire le potentiel de **prises de nombreux poissons sous les tropiques de 40 à 60 pour cent, et dans les hautes latitudes de 30 à 70 pour cent**.
- ➔ Bien que les émissions dues à la déforestation aient baissé, on prévoit que la déforestation et la dégradation forestière représenteront **10 à 11 pour cent des émissions mondiales de gaz à effet de serre**.
- ➔ Les forêts mondiales stockent **296 milliards de tonnes de carbone** en biomasse au-dessus et en dessous du sol.
- ➔ Actuellement, **un tiers de la nourriture produite est perdue ou gaspillée**. Cela coûterait environ 2 600 milliards de dollars par an, dont 700 milliards de coûts environnementaux et 900 milliards de coûts sociaux.
- ➔ Les pertes et le gaspillage alimentaires mondiaux génèrent environ **8 pour cent des émissions totales de GES par an**.



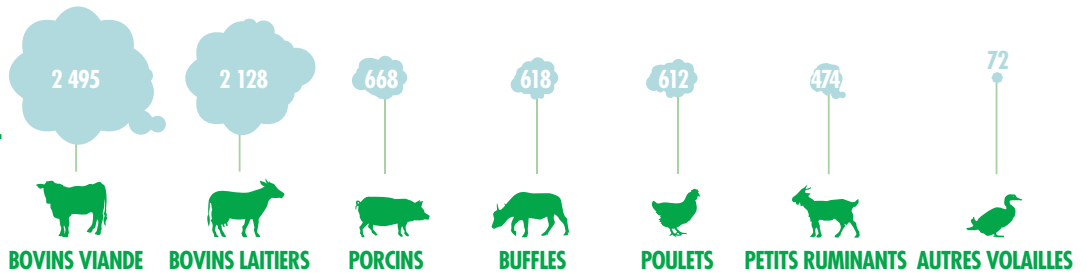
# CONTRIBUTION DE L'ÉLEVAGE AUX ÉMISSIONS DE GES

Cela représente **7,1 gigatonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>** par an

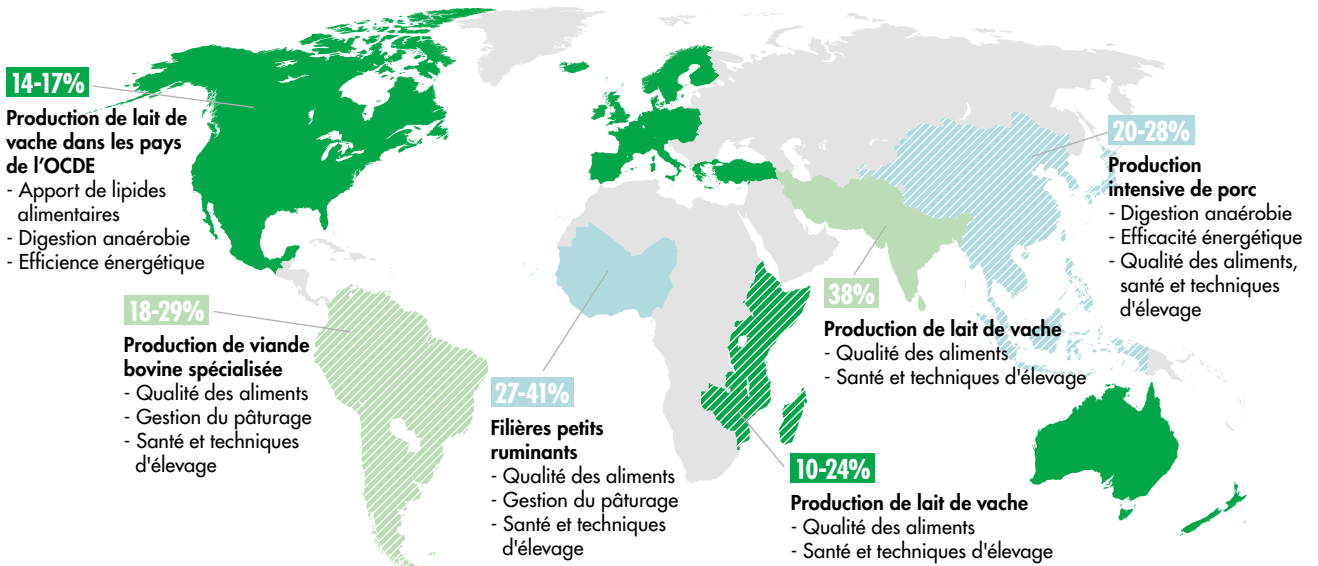


## INTENSITÉS D'ÉMISSION PAR PRODUIT AU NIVEAU MONDIAL

Millions de tonnes d'éq.- CO<sub>2</sub>



## LES GAINS D'EFFICIENCE SONT LA CLÉ POUR RÉDUIRE LES ÉMISSIONS



Une réduction des émissions de gaz à effet de serre issues du secteur de l'élevage allant de **14 à 41** pour cent est possible grâce à des améliorations des pratiques dans chacune des régions: qualité des aliments du bétail, santé animale et techniques d'élevage, gestion des effluents, efficacité énergétique.

# AIDER LES PAYS À S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET À ATTÉNUER SES EFFETS

## L'agriculture est extrêmement vulnérable au changement climatique

Pour lutter contre les risques climatiques, la FAO:

- ➔ Travaille avec les pays pour développer des politiques et des environnements favorables qui soutiennent les producteurs agricoles et alimentaires afin d'accélérer l'adoption d'instruments et de pratiques qui réduisent les risques et les impacts des catastrophes, et renforcent l'adaptation des systèmes de production aux chocs liés au changement climatique.
- ➔ Évalue les effets du changement climatique et la vulnérabilité des cultures, de

L'agriculture, notamment les cultures, l'élevage, la pêche et la foresterie, absorbe environ 26 pour cent des dommages et pertes totales des catastrophes naturelles liées au climat, comme les sécheresses et les inondations, dans les pays en développement. Sachant que le changement climatique va augmenter la fréquence de ces événements, l'agriculture doit être intégrée dans les efforts d'adaptation et de financement afin de nourrir les populations croissantes, de protéger les moyens d'existence et de conserver les écosystèmes.

l'élevage, la pêche et la foresterie, ainsi que de ceux qui dépendent de ces secteurs pour leur subsistance.

- ➔ Soutient les pays pour analyser le lien entre changement climatique, risques climatiques et pauvreté pour renforcer effectivement les moyens d'existence résilients.
- ➔ Aide les pays à formuler des politiques, stratégies et programmes de développement multisectoriels en faveur des pauvres qui intègrent le changement climatique et aident les ruraux pauvres, notamment les femmes et les jeunes, à renforcer leur résilience et adaptabilité aux effets du changement climatique.

➔ Adopte une approche globale qui renforce la résilience et réduit la pauvreté dans les zones rurales par le biais de systèmes de protection sociale informés des risques et réactifs aux chocs.

➔ Travaille avec des pays pour surveiller et réduire les émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts (REDD+), ainsi que renforcer la séquestration du carbone à travers la conservation, la gestion et l'expansion des forêts.

➔ Promeut la participation et les investissements du secteur privé et des producteurs agricoles et de petites forêts dans des activités liées à la terre et aux forêts respectueuses du climat.

La FAO soutient plusieurs projets de développement de l'irrigation dans la région et aide à la construction d'installations et à la fourniture de maïs et de variétés végétales améliorées. ©FAO/T. Legesse

## LA FAO EST UN PARTENAIRE CLÉ POUR CRÉER UN DÉVELOPPEMENT AGRICOLE RÉSILIENT DESTINÉ À STIMULER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE.



### Comprendre les effets du changement climatique sur les secteurs agricoles

- ➔ Encourage une meilleure gestion des ressources naturelles, par exemple les terres durables et la gestion de l'eau; la conservation des sols; et les cultures, les arbres et les espèces résilients.
- ➔ Améliore les projections météorologiques et climatiques et la prédiction des changements qui interviendront dans les écosystèmes aquatiques (salinité, oxygénation et pH) et communiquer les résultats aux agriculteurs.
- ➔ Renforce les systèmes d'alerte précoce, les mécanismes de réaction rapide et la planification d'urgence pour les catastrophes naturelles, ainsi que pour les ravageurs et les maladies transfrontières des plantes, et développer les capacités de gestion des risques.

La planification climatique nationale ne peut fonctionner que s'il est possible de prévoir les changements liés au climat dans l'agriculture, reconnaître les vulnérabilités et comprendre la capacité des populations à s'adapter. À cette fin, la FAO fournit des méthodes et outils pour évaluer les impacts climatiques, surveiller les ressources naturelles et établir un suivi des émissions de gaz à effet de serre. Ces outils aident à passer à une alimentation et à une agriculture durables, ce qui peut à la fois permettre de s'adapter aux nouveaux régimes climatiques et minimiser le changement climatique même. Un grand nombre de mesures d'adaptation bénéficient également

à l'atténuation, et certains des outils peuvent être utilisés pour explorer les solutions d'atténuation, comme le fait d'identifier les terres dégradées à remettre en état pour les transformer ainsi en puits à carbone.

### Un programme de lutte contre le climat qui ne laisse personne de côté

Les personnes les plus pauvres et les plus marginalisées sont affectées de manière disproportionnée par les aléas et les crises, souvent dus au changement climatique. La FAO travaille à bâtir des économies rurales inclusives et à encourager des pratiques agricoles durables, afin d'améliorer la productivité et les moyens d'existence des personnes pauvres tout en augmentant leur résilience et leur adaptabilité au changement climatique.



# DONNÉES, MÉTHODES ET OUTILS

## ➔ Inventaire et mesure des émissions

Évaluer les émissions de GES dues à l'agriculture permet aux pays de mesurer les progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs en matière de climat. Ces données sont également utiles aux pays afin de déterminer le niveau de leurs émissions et d'examiner de potentiels domaines d'actions.

**Évaluations des ressources forestières mondiales (FRA).** Le rapport FRA 2015 fait l'évaluation la plus détaillée de la situation des forêts à ce jour. Il examine l'état actuel et les tendances récentes d'une centaine de variables, notamment l'étendue, l'état, les usages et les valeurs des forêts et autres terres boisées. Parallèlement au FRA, la FAO aide les pays à renforcer leurs systèmes nationaux de surveillance des forêts. De telles données offrent une base pour identifier les vulnérabilités aux effets du changement climatique et pour évaluer les progrès des actions d'adaptation et d'atténuation.  
[www.fao.org/forest-resources-assessment/fr](http://www.fao.org/forest-resources-assessment/fr)

**FAOSTAT.** La base de données comprend un inventaire mondial des émissions de GES imputables à toutes les activités agricoles, y compris la production des végétaux, l'élevage, les forêts et les changements d'affectation des terres.  
[www.fao.org/faostat/fr/#data](http://www.fao.org/faostat/fr/#data)

### **Modèle de comptabilité environnementale pour le secteur de l'élevage applicable à l'échelle mondiale (GLEAM).**

Ce modèle a été élaboré afin de faciliter les évaluations des scénarios d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques dans le secteur de l'élevage. Il calcule la production et les émissions de GES, ainsi que le potentiel d'atténuation de l'agriculture sur la base des méthodes de deuxième niveau du GIEC. Une version libre d'accès et d'usage facile est disponible au téléchargement à l'intention des gouvernements, des gestionnaires de projet, des producteurs, de l'industrie et des organisations de la société civile.

[www.fao.org/in-action/enteric-methane](http://www.fao.org/in-action/enteric-methane)  
(Disponible en anglais uniquement)

**Open Foris**, une suite logicielle en accès libre développée pour faciliter la collecte, l'analyse de données et l'élaboration de rapports. Les différents modules peuvent servir à dresser des inventaires forestiers,

à évaluer l'impact de l'affectation des terres et des changements de l'affectation des terres et à élaborer des rapports sur le changement climatique.

[www.openforis.org](http://www.openforis.org)

(Disponible en anglais uniquement)

**Outil d'apprentissage sur les mesures d'atténuation adaptées aux pays (NAMA) dans les secteurs de l'agriculture, des forêts et des autres utilisations des terres.** Permet à la FAO d'appuyer les activités menées par les pays en développement pour identifier, élaborer et mettre en œuvre des mesures d'atténuation spécifiques dans le cadre du développement durable au niveau national; et de mieux contribuer à la réalisation des objectifs d'atténuation des effets du changement climatique au niveau national et mondial.

[www.slideshare.net/FAOoftheUN/tag/namatool](http://www.slideshare.net/FAOoftheUN/tag/namatool)  
(Disponible en anglais uniquement)

**Outil Ex-Ante bilan carbone (EX-ACT).** Outil d'évaluation



## RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

Aide d'urgence à la production de végétaux et de bétail et renforcement de la coordination du secteur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire dans l'ensemble du territoire syrien. ©FAO/ L. Beshara

apportant des estimations *ex ante* l'impact de l'utilisation des terres et des changements d'affectation des terres, ainsi que de la gestion des ressources naturelles sur les émissions de GES et le bilan carbone. L'outil EXACT guide le processus de décision quant aux investissements dans les secteurs agricoles intelligents vis-à-vis du climat.

[www.fao.org/tc/exact/accueil-ex-act/fr](http://www.fao.org/tc/exact/accueil-ex-act/fr)

### Partenariat pour l'évaluation et la performance environnementale de l'élevage (LEAP, pour son acronyme en anglais).

Ce partenariat multipartite élabore des indicateurs et des méthodes communs permettant de mesurer la performance environnementale et les émissions de GES dans les filières de l'élevage.

[www.fao.org/partnerships/leap/fr](http://www.fao.org/partnerships/leap/fr)

## ➔ Évaluation des impacts, des risques et des vulnérabilités

Appréhender la vulnérabilité de la sécurité alimentaire des personnes confrontées au changement climatique est nécessaire pour identifier des mesures d'adaptation adéquates et ainsi, réduire les vulnérabilités et les effets du changement climatique.

**AquaCrop.** Un modèle de productivité de l'eau des cultures qui simule la réponse du rendement à l'eau des cultures herbacées dans différentes conditions agro-écologiques. Il est particulièrement adapté aux conditions dans lesquelles l'eau est un facteur limité dans la production agricole.

[www.fao.org/aquacrop/fr](http://www.fao.org/aquacrop/fr)

**Boîte à outils pour la planification des ressources foncières.** Cette base de données en ligne est librement

accessible à un éventail de parties prenantes, directement ou indirectement impliquées dans la planification des ressources foncières. Elle renferme les différents outils et approches disponibles permettant de faciliter l'accès à des outils correspondant aux exigences des différents acteurs de leur choix.

<http://www.fao.org/land-water/land/land-governance/land-resources-planning-toolbox/en>

(Disponible en anglais uniquement)

# DONNÉES, MÉTHODES ET OUTILS

**Évaluation des impacts du changement climatique et cartographie de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire dans le contexte du changement climatique (AMICAF, pour son acronyme en anglais).** Ces évaluations visent à améliorer la sécurité alimentaire des ménages moyennant des approches d'adaptation des moyens d'existence. Ce projet a été mis en œuvre au Pérou et aux Philippines, et est actuellement en cours en Indonésie et au Paraguay. Financé par le Ministère japonais de l'agriculture, des forêts et de la pêche, son principal objectif est d'établir un lien entre l'évaluation de l'impact du changement climatique, l'analyse de la vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire et les approches de l'adaptation des moyens d'existence. [www.fao.org/climatechange/amicaf/fr](http://www.fao.org/climatechange/amicaf/fr)

**Évaluation mondiale du respect du Code de conduite pour une pêche responsable dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture.** La mise en œuvre du Code est assurée à l'aide de questionnaires mondiaux envoyés à tous les Membres de la FAO deux fois par an. Les États Membres peuvent s'appuyer sur le rapport intermédiaire élaboré pour améliorer leurs performances et renforcer leur préparation et leur adaptation au changement climatique. [www.fao.org/fishery/code/fr](http://www.fao.org/fishery/code/fr)

**Observatoire des agricultures du monde (WAW, pour son acronyme en anglais).** Cette observatoire technique vise à soutenir les initiatives nationales de développement de systèmes d'information centrés sur les exploitants familiaux et générer des typologies appropriées pour caractériser la diversité des types d'agriculture et permettre de mieux cibler les investissements destinés à s'adapter au changement climatique, à augmenter la résilience et à réduire la pauvreté. [www.fao.org/land-water/overview/waw/en](http://www.fao.org/land-water/overview/waw/en) (Disponible en anglais uniquement)

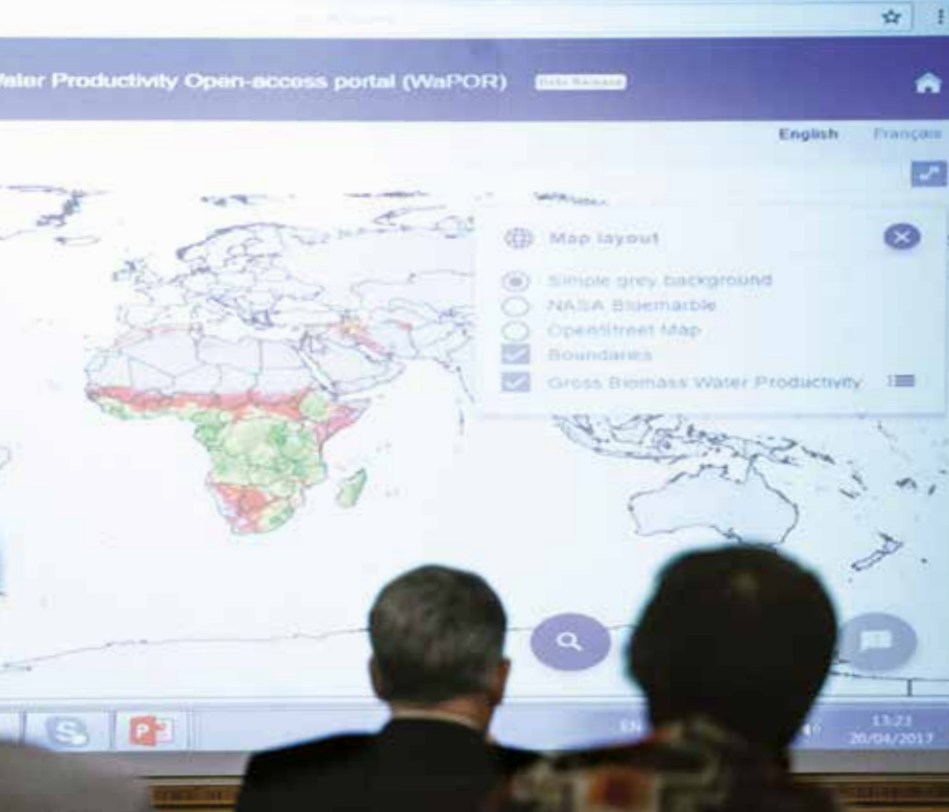
**Outil d'évaluation pour l'impact potentiel du changement climatique sur la répartition des races.** Les races de bétail élevées dans un environnement productif donné tendent après une longue période à acquérir des caractéristiques qui leur permettent de s'épanouir dans les conditions locales et de répondre ainsi aux besoins des éleveurs. Cela souligne l'importance du changement climatique dans la capacité d'élevage de certaines races dans certaines régions. Cet outil sert à modéliser les potentiels habitats de quelque 8 800 races de bétail, permettant une prise de décision plus éclairée quant à la gestion des races face à la détérioration des habitats par le changement climatique. [www.fao.org/breed-distribution-model/en](http://www.fao.org/breed-distribution-model/en) (Disponible en anglais uniquement)



**Projet d'évaluation de la dégradation des terres dans les zones arides (LADA, pour son acronyme en anglais).** L'outil LADA-WOCAT facilite un processus participatif avec les utilisateurs et experts des terres: a) évaluation nationale et locale de la dégradation des terres et des pratiques existantes de gestion des terres (incluant l'impact sur le changement climatique); b) Sélection des pratiques de gestion durable des terres (GDT) qui sont bien adaptées au contexte local; c) Évaluation, documentation et partage. [www.fao.org/nr/lada](http://www.fao.org/nr/lada) et [www.wocat.net](http://www.wocat.net) (Disponibles en anglais uniquement)

**Système d'indice de stress agricole (ASIS, pour son acronyme en anglais).** Le développement de systèmes d'alerte rapide est essentiel pour réduire les effets des événements météorologiques extrêmes. À l'aide de données sur la végétation et la température à la surface du





## ITALIE

Réunion organisée par la Division terre et eau de la FAO sur le portail WaPOR, un instrument qui surveille la productivité de l'eau.  
©FAO/G.Carotenuto

sol, le système ASIS permet de détecter les points sensibles où les cultures risquent d'être affectées par la sécheresse. Il apporte une contribution majeure au suivi de la sécurité alimentaire effectué par le Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR).

[www.fao.org/giews/fr](http://www.fao.org/giews/fr)

### **Système de modélisation pour l'évaluation des impacts des changements climatiques sur l'agriculture (MOSAICC, pour son acronyme en anglais).**

Permet d'effectuer, au moyen de simulations, des évaluations interdisciplinaires des impacts du changement climatique sur l'agriculture. Permet de mieux intégrer l'information scientifique dans la conception des projets de développement agricole et de faciliter la prise de décisions ou la formulation des politiques.

[www.fao.org/climatechange/mosaicc/fr](http://www.fao.org/climatechange/mosaicc/fr)

### **Système de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes.**

Le système d'alerte rapide mondial sur les invasions de criquets pèlerins surveille les invasions acridiennes, les conditions météorologiques et écologiques, et émet des prévisions et des alertes à l'intention des pays. Sa mission s'inscrit dans une stratégie qui vise à faire baisser la fréquence, la durée et l'ampleur des catastrophes. Le système peut être adapté à d'autres maladies transfrontières des animaux et des plantes.

[www.fao.org/ag/locusts/fr](http://www.fao.org/ag/locusts/fr)

### **Schéma holistique pour l'autoévaluation paysanne de la résilience climatique (SHARP).**

Cet outil aide les agriculteurs et les éleveurs à évaluer et classer par ordre de priorité la résilience de leurs moyens d'existence. Le schéma SHARP est utilisé comme un outil de suivi et

d'évaluation, mais également comme une méthode d'apprentissage dans des fermes-écoles/écoles agropastorales en Afrique subsaharienne. Il donne des résultats immédiats sur le terrain et permet d'analyser les résultats en ligne de façon plus détaillée.

[www.fao.org/in-action/sharp/data/geography/fr](http://www.fao.org/in-action/sharp/data/geography/fr)

### **Techniques nucléaires et isotopiques pour une meilleure adaptation et résilience au changement climatique.**

Les techniques nucléaires et isotopiques sont d'importants outils pour mesurer l'impact du changement climatique. Elles aident les petits exploitants agricoles à mieux s'adapter à l'impact du changement climatique et à renforcer leur résilience, à lutter contre l'érosion et la dégradation des sols pour améliorer leur fertilité et l'efficacité de l'usage de l'eau.

[www.naweb.iaea.org/nafa/index.html](http://www.naweb.iaea.org/nafa/index.html)

*(Disponible en anglais uniquement)*

**WaPOR.** Ce portail de la FAO exploite les données satellitaires en accès libre pour suivre la productivité de l'eau. Il surveille la productivité de l'eau dans l'agriculture en Afrique et au Proche-Orient et communique les résultats. Ce nouvel outil est essentiel pour faire face à la pénurie de l'eau et s'adapter aux modifications du régime climatique.

[www.fao.org/in-action/remote-sensing-for-water-productivity/wapor/en/#/home/fr](http://www.fao.org/in-action/remote-sensing-for-water-productivity/wapor/en/#/home/fr)

# DOMAINES D'ACTION DE LA FAO

**SANS UNE  
ACTION URGENTE,  
LE CHANGEMENT  
CLIMATIQUE VA  
COMPROMETTRE  
LES PROGRÈS  
DANS LA  
RÉALISATION DES  
OBJECTIFS DE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE CLÉS  
QUE SONT  
L'ÉRADICATION  
DE LA FAIM ET  
DE LA PAUVRETÉ  
D'ICI 2030.**



## ÉTHIOPIE

Les projets d'irrigation et de diversification des revenus de la FAO sont essentiels pour lutter contre les effets négatifs dus à El Niño, à savoir les sécheresses qui affectent les communautés pastorales et agropastorales dans la région d'Afar.  
©FAO/T. Legesse







# DOMAINES D'ACTION DE LA FAO



Le portefeuille de projets de la FAO sur le changement climatique s'est largement étoffé ces dernières années afin de répondre aux demandes croissantes. Entre 2009 et 2017, plus de 300 projets et programmes ont abordé explicitement l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets dans les secteurs agricoles. Grâce à son large réseau d'experts, la FAO aide les pays à traiter un grand nombre de questions relatives au changement climatique, allant de la formulation de politiques à l'amélioration des pratiques et au développement des capacités.

## PRODUIRE PLUS DE NOURRITURE AVEC MOINS D'EAU

### La pénurie d'eau

La pénurie d'eau et les problèmes liés à l'eau font partie des principaux défis pour atteindre la sécurité alimentaire à long terme, l'éradication de la faim et la réduction de la pauvreté. L'importance de l'eau est inscrite dans les engagements nationaux pris dans le cadre de l'Accord de Paris, dans lequel 88 pour cent des pays mentionnent l'eau au chapitre de l'adaptation.

La pénurie d'eau affecte plus de 40 pour cent de la population mondiale; le changement climatique va encore plus réduire la disponibilité en eau et exacerber les pressions sur les bassins des rivières en situation

## ADAPTER L'IRRIGATION À PETITE ÉCHELLE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN AFRIQUE CENTRALE ET OCCIDENTALE

L'Afrique centrale et occidentale est l'une des régions les plus affectées par les impacts du changement climatique. La FAO met actuellement en œuvre un

projet qui vise à fournir des outils qui aideront les acteurs impliqués dans la gestion de l'eau (allant des décideurs politiques jusqu'aux petits exploitants), à créer des stratégies d'adaptation pour les systèmes d'irrigation de petite échelle qui répondent aux besoins spécifiques des agriculteurs pauvres.

Ce projet mène des évaluations participatives sur les impacts du changement climatique, la vulnérabilité et la capacité d'adaptation de diverses populations rurales en Côte d'Ivoire, en Gambie, au Mali et au Niger.

«Avant, la récolte pouvait nourrir les ménages pendant 12 mois si la saison des

pluies était bonne, mais maintenant, du fait du changement climatique, le nombre de personnes qui parviennent à consommer ce qu'elles produisent au-delà de six mois est plus faible», explique Manka Trawally, un agriculteur de Salikeni, Gambie.

Les agriculteurs sont conscients qu'il est temps de «repenser» l'agriculture pour faire face aux effets du changement climatique: adopter des variétés de riz de cycle court, diversifier les cultures, ajuster le calendrier des cultures en prenant compte de l'effet du changement climatique sur les saisons, adapter les systèmes d'irrigation à la nouvelle variabilité climatique ou créer une infrastructure durable capable de faire face au changement climatique.



## SOMALIE

Un homme remplit un réservoir d'eau pour abreuver son bétail près du village de Bandar Beyla. ©FAO/K. Prinsloo

# CARTOGRAPHIER LES SOURCES D'EAU EN SOMALIE, PAYS SOUVENT EXPOSÉ À LA SÉCHERESSE

En Somalie, les éleveurs et les populations sont confrontés à la pénurie d'eau et au tarissement de plus en plus récurrent des puits en raison du changement climatique. Les nouveaux systèmes de gestion de l'eau et d'information foncière de la FAO (SWALIM) aident les populations locales à accéder directement aux sources d'eau ou à procéder à des évacuations d'urgence en cas de catastrophe imminente.

La plupart des sources d'eau souterraine du pays possèdent des taux de salinité supérieurs aux normes requises pour l'eau potable.

Le programme SWALIM a développé, conjointement avec le Service des eaux national somalien et le Groupe sectoriel des Nations Unies chargé de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH Cluster), des systèmes de surveillance des sources d'approvisionnement en eau, donnant naissance à une Carte interactive des sources d'eau.

Il est désormais possible de se servir de son téléphone portable, de plus en plus utilisé dans les endroits reculés, pour accéder à la carte et trouver les endroits où les sources sont tarées.

Un second système, appelé Digniini –«avertissement» en somalien– prévient les populations de l'imminence d'un épisode météorologique extrême, ce qui leur permet de fuir si nécessaire.

En cas de risque d'inondation ou de pénurie d'eau, le système envoie un SMS aux aînés ou aux personnes jouant un rôle important dans les villages vulnérables pour que des mesures de prévention sauvent des vies.

«Le service SMS m'aide à me préparer en cas de catastrophe imminente», explique Omar Mohamud Ali, un entrepreneur de 33 ans. «En mai dernier, j'ai reçu un SMS m'informant de la possibilité que la rivière Shabelle ne déborde. J'ai décidé de fuir avec ma famille et mon commerce vers Halgan (un village situé sur les hautes terres). J'ai survécu aux inondations qui se sont produites quelques jours plus tard.»

de stress hydrique. L'agriculture est l'un des secteurs qui pâtit le plus de cette pénurie. Le changement climatique aura des effets à la fois sur l'agriculture irriguée et non irriguée du fait de l'augmentation de l'évapotranspiration des récoltes, des changements dans la quantité des précipitations, et des variations dans les débits fluviaux et le renouvellement des nappes phréatiques. L'agriculture irriguée représente 40 pour cent de la production vivrière et le secteur absorbe jusqu'à 84 pour cent de l'impact économique lié à la sécheresse. Cependant, l'agriculture doit produire plus de nourriture avec moins d'eau.

Sachant que l'agriculture est également responsable de la pénurie d'eau,

avec 70 pour cent des prélèvements d'eau douce, toutes les actions visant à produire avec moins d'eau auront des bénéfices plus larges. La refonte de l'agriculture peut contribuer à la réalisation des objectifs climatiques définis par l'Accord de Paris et le Programme 2030, ainsi que les objectifs de développement durable, notamment l'ODD 2 (Faim «zéro»), l'ODD 6 (Eau propre et assainissement), et l'ODD 12 (Consommation et production responsables).

Le Cadre mondial sur la pénurie de l'eau dans l'agriculture (WASAG, pour son acronyme en anglais) a été lancé en 2016 par la FAO au cours de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 22) ►

# DOMAINES D'ACTION DE LA FAO

► au Maroc. Il rassemble des acteurs du monde entier pour concevoir et mettre en œuvre des stratégies qui s'attaquent à la pénurie d'eau, à la production agricole, à la sécurité alimentaire et au changement climatique de manière intégrée. La première réunion des partenaires, qui s'est déroulée au Siège de la FAO en avril 2017, a élaboré une nouvelle feuille de route et des actions prioritaires concernant la pénurie d'eau.

## La sécheresse

Nous ne pouvons pas prévenir les sécheresses qui ont déjà touché des centaines de millions de personnes au cours des 40 dernières années et ne vont que s'intensifier du fait du changement climatique. En revanche, nous pouvons empêcher qu'elles ne conduisent à des famines en investissant dans des mesures pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté, et qu'elles n'intensifient les tensions sociales et les conflits.

La FAO et d'autres organismes répondent à ces crises en intensifiant leurs efforts pour passer d'une simple réponse à la crise à une approche plus proactive, intégrée et qui renforce la résilience des populations et des pays dans les régions touchées par la sécheresse.

Ce changement de paradigme est au cœur de l'Objectif stratégique de la FAO qui vise à augmenter la résilience des moyens d'existence face aux menaces et aux crises. Il s'inscrit également dans le cadre du travail de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre

la désertification (CNULCD), le Cadre d'action Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, une grande partie du Programme 2030 et les points sur l'adaptation de l'Accord de Paris.

La FAO, avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM), la CNULCD et d'autres partenaires, travaille avec les pays pour mettre en œuvre des approches proactives par l'intermédiaire de politiques nationales coordonnées de lutte contre la sécheresse et par la mise en place de plans d'action. Cela implique de renforcer les capacités nationales pour mener des évaluations et mettre en œuvre des plans préparatoires ainsi qu'une amplification des pratiques agricoles adaptées au climat dans les paysages sujets à la sécheresse.

La FAO travaille également avec les pays pour garantir la mise en place d'un environnement favorable aux agriculteurs pour adopter des cultures, des arbres, du bétail et du poisson mieux adaptés. Ceci, conjugué à des pratiques agricoles optimales valorise l'adaptation des systèmes de production à la sécheresse, à la pénurie d'eau et à d'autres chocs liés au climat.

## LUTTER CONTRE LA FAIM ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE GRÂCE À DES SYSTÈMES DE PRODUCTION INTÉGRÉS

Dans la lignée de sa vision pour une alimentation et une agriculture durables, la FAO fait la promotion d'une agriculture intelligente face

## UN SYSTÈME AGROFORESTIER QUI PERMET DE RÉALISER DES PROGRÈS VERS L'OBJECTIF FAIM ZÉRO ET LES OBJECTIFS CLIMATIQUES

Le système d'agroforesterie Quesungual au Honduras, qui apparaît comme une alternative face aux pratiques d'agriculture sur brûlis, soutient la gestion durable des ressources végétales, des sols et des ressources en eau sur les collines exposées à la sécheresse.

Le système Quesungual répond aux besoins des agriculteurs en leur procurant des fruits, du bois, bois de chauffage et des céréales, et crée également des revenus lors de la vente d'excédents.

Grâce à cette pratique, les rendements ont doublé et le contenu du sol en matières organiques est passé de 2 à 3,3 pour cent – ce qui équivaut à une augmentation de 15 à 25 tonnes de carbone par hectare dans les 10 premiers centimètres de sol, apportant ainsi des bénéfices d'atténuation des effets climatiques. Selon une étude de la FAO en 2017, ces gains en carbone pourraient permettre de compenser les émissions annuelles du secteur de l'aviation si l'on adoptait ces pratiques dans des régions aussi grandes que l'Équateur ou l'État d'Arizona aux États-Unis d'Amérique.

Le projet a également amélioré la résistance à l'érosion et aux glissements de terrain, ce qui a augmenté la résilience des populations locales face aux événements climatiques extrêmes tels que les sécheresses et les pluies intenses.





## HONDURAS

Du bétail en train de paître dans la localité de Lempira, où le système d'agroforesterie Quesungual est mis en œuvre.  
©FAO/O. Sierra

au climat (CSA, pour son acronyme en anglais) destinée à augmenter la productivité, renforcer la résilience des systèmes alimentaires et réduire les émissions de gaz à effet de serre chaque fois que cela est possible. Une approche utilisée est la promotion de systèmes mieux intégrés de production agricole tels que l'agroforesterie. L'agroforesterie utilise les systèmes fonciers traditionnels et modernes par lesquels les arbres sont gérés avec les cultures et/ou les systèmes de production animale dans les environnements agricoles. Ce sont des systèmes de gestion des ressources naturelles dynamiques, écologiques qui diversifient et soutiennent la production pour augmenter les bénéfices sociaux, économiques et environnementaux.

La FAO soutient actuellement des projets sur l'agroforesterie

aux Comores, au Guatemala, au Honduras, en République de Nauru et aux Seychelles. Le Honduras et le Guatemala se trouvent tous deux dans le corridor sec d'Amérique centrale où la sécheresse de 2016 a entraîné jusqu'à 90 pour cent de perte de récoltes et fait sombrer 1,6 million de personnes dans l'insécurité alimentaire.

### LA GESTION DE FORÊTS ET DE TERRES DURABLES POUR S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET EN ATTÉNUER LES EFFETS

#### Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts – REDD+

La FAO soutient les pays dans la mise en œuvre du processus REDD+ et les aide à concrétiser leurs engagements politiques

sur le terrain. Les pays soutenus avancent désormais de la phase initiale de préparation (comportant l'élaboration de leurs propres systèmes nationaux de surveillance des forêts (SNSF), des niveaux (d'émissions) de référence pour les forêts, des garanties et système d'information sur les garanties, ainsi que des stratégies/plans d'action nationaux REDD+) vers la phase de mise en œuvre du processus REDD+. La FAO intensifie l'aide apportée aux pays dans la mise en œuvre de REDD+ et les aide à accéder à des sources de financement potentiel, sur la base de paiements fondés sur les résultats. Son aide vise également à mettre en œuvre un environnement propice au processus REDD+, notamment dans le domaine de la gouvernance, des cadres politique et juridique, et des régimes fonciers.

## DOMAINES D'ACTION DE LA FAO

- La participation des parties prenantes aux processus REDD+ nationaux est forte, et bénéficie du soutien de la FAO et de l'intervention de la société civile, des personnes autochtones et des autres populations dépendantes de la forêt, ainsi que du secteur privé.

La FAO a mis au point des initiatives et des outils mis à disposition des pays pour surveiller, établir des rapports et vérifier les données. Citons par exemple l'Initiative mondiale pour l'observation des forêts, les systèmes de surveillance des terres par satellite, les systèmes de traitement et d'analyse, ou encore le logiciel Open Foris.

Sur le terrain, la FAO collabore au niveau régional et à l'échelle mondiale, avec une multitude de partenaires et de programmes afin de combiner les capacités techniques et les forces du processus REDD+. Depuis le lancement en 2008 du Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation

et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (Programme ONU-REDD), la FAO, avec le Programme des Nations Unies pour le développement et ONU Environnement, a apporté son soutien à des initiatives REDD+ menées sur le plan national dans les 64 pays partenaires en Afrique, en Amérique latine et Caraïbes et en Asie-Pacifique.

Grâce à la souplesse de la réponse, le programme a pu ajuster son soutien vis-à-vis des besoins émergents des pays, et des développements du processus REDD+ au niveau mondial et des événements majeurs tels que le Cadre de Varsovie pour la REDD+, le Programme 2030 et l'Accord de Paris. Pour de plus amples informations sur le Programme ONU-REDD, veuillez consulter le site Internet ([www.unredd.org](http://www.unredd.org)) et l'espace de travail ([www.unredd.net](http://www.unredd.net)).

### Faire face à la déforestation en Afrique centrale

L'Afrique centrale abrite la deuxième plus vaste forêt tropicale humide du globe, avec une superficie de 240 millions d'hectares. Bien que le taux de recul naturel de la forêt soit en baisse en Afrique, c'est la région où il reste le plus rapide. L'évaluation des ressources forestières mondiales menée en 2015 a mis en évidence que les forêts naturelles d'Afrique avaient perdu 3,1 millions d'hectares entre 2010 et 2015.

L'initiative pour la forêt en Afrique centrale (CAFI) vise à reprendre



#### RWANDA

Un projet d'agroforesterie au Rwanda dans le bassin Akagera où des agriculteurs apprennent à protéger leurs terres et les ressources en eau.  
©FAO/M. Longari

aux défis de la pauvreté, la sécurité alimentaire et le changement climatique qui exercent une pression sur les forêts tropicales. Elle réunit différents acteurs: la FAO, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale, les six pays d'Afrique centrale, ainsi qu'une coalition de bailleurs de fonds issus de France, d'Allemagne, de Norvège et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Les pays participants provenant d'Afrique centrale élaboreront des cadres d'investissements visant à appuyer l'utilisation durable et la préservation de leurs ressources forestières, notamment en mettant en œuvre des activités sous l'égide de

### FAITS SUR LES FORÊTS

Les émissions de carbone des forêts ont régressé de plus de 25 pour cent entre 2001 et 2015, principalement en raison d'une meilleure gestion forestière et d'un ralentissement de la déforestation, mais on estime que la déforestation et la dégradation des forêts représentent toujours 10 à 11 pour cent des émissions mondiales de GES.





## DES PAYSAGES PRODUCTIFS RESTAURÉS ET DURABLES AU RWANDA

Le Rwanda s'est engagé à remettre en état deux millions d'hectares de terres dégradées d'ici 2020. Cette promesse s'inscrit dans le cadre du Défi de Bonn et vise à nourrir une population grandissante de manière durable. Pour relever cet ambitieux défi, la FAO a aidé à la mise en place d'une plateforme trans-sectorielle qui rassemble des partenaires clés du gouvernement et du développement, dans le but d'accélérer la transition vers des paysages productifs restaurés et durables.

REDD+. Ces cadres joueront un rôle essentiel en faveur de l'atténuation du changement climatique et de la lutte contre la pauvreté dans la région.

### **Restauration des forêts et du paysage**

Restaurer les forêts et autres terres dégradées peut permettre de réaliser des gains importants en termes de séquestration du carbone, et accroître la résilience et la capacité d'adaptation des populations locales aux menaces du changement climatique. On estime à ce jour que 2 milliards d'hectares des terres dans le monde sont dégradées.

Les efforts de restauration de la productivité et de la fourniture de biens et de services écosystémiques

de ces zones dégradées ont connu une augmentation significative ces dernières années. Ces efforts sont soutenus par un certain nombre de processus mondiaux et régionaux: l'Engagement d'Agadir pour la région méditerranéenne (2017), le Défi de Bonn, la Déclaration de New York sur les forêts, les Objectifs d'Aïchi pour la biodiversité, les ODD et l'Accord de Paris.

Le Mécanisme de restauration des forêts et des paysages de la FAO a montré des résultats sur trois continents. En Afrique, la FAO et ses partenaires ont organisé le Forum d'investissement sur les forêts et les paysages afin de promouvoir les investissements dans ce domaine, notamment pour s'adapter au

changement climatique et en atténuer ses effets. Au Liban, des modèles de restauration innovants ont contribué à réduire l'érosion accélérée par des événements météorologiques extrêmes. En Ouganda, l'intégration des activités de restauration au Programme national d'investissement dans les forêts permet une meilleure action d'atténuation du changement climatique.

La FAO a également entrepris un travail avec certains pays pour produire une Carte mondiale du carbone organique des sols, qui pourra servir à fixer des objectifs de restauration des terres. Cet outil sera présenté à l'occasion de la Journée mondiale des sols, en décembre 2017.



## DOMAINES D'ACTION DE LA FAO

### ► TRANSFORMER LA PÊCHE ET L'AQUACULTURE POUR QU'ELLES DEVIENNENT RÉSILIENTES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les océans et les systèmes d'eau douce sont essentiels à la sécurité alimentaire mondiale et à la régulation du climat de la planète. Sachant qu'un tiers environ des émissions d'origine anthropiques sont absorbés par les océans, ces derniers sont le plus grand puits de carbone du monde. Le changement climatique, l'acidification des océans et les modifications des caractéristiques physiques et chimiques des masses d'eau viennent s'ajouter au sentiment d'urgence de la nécessité de garantir des systèmes socio-écologiques résilients.

La FAO soutient ses membres et partenaires pour qu'ils puissent s'adapter au changement climatique et atténuer ses effets de façon efficace sur la pêche, l'aquaculture et les écosystèmes aquatiques. Elle élabore notamment des mesures, des démonstrations pratiques et de renforcement des capacités. Les Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté proposent des moyens de renforcer la résilience au changement et aux variabilités climatiques. La FAO fait progresser les connaissances par l'intermédiaire d'évaluations

mondiales, régionales et nationales sur la vulnérabilité des secteurs de la pêche et de l'aquaculture.

L'Initiative en faveur de la croissance bleue de la FAO promeut des pratiques de pêche et d'aquaculture qui soient capables de réconcilier la croissance économique avec le besoin de gérer les ressources aquatiques de manière durable tout en maintenant les droits et responsabilités sociaux. L'initiative facilite l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets grâce à la restauration et la gestion des océans et des eaux intérieures, l'amélioration de l'usage énergétique dans la filière des produits de pêche et d'aquaculture, et le soutien des technologies et des financements innovants pour garantir la durabilité de ces interventions. L'élaboration de recommandations générales sur l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets est également garantie par l'intermédiaire de la création de directives, d'outils de connaissance et de manuels pratiques.

### RENDRE LA PRODUCTION DE BÉTAIL PLUS DURABLE ET PLUS EFFICACE

L'expansion démographique, la hausse des revenus et l'urbanisation se traduisent par une augmentation de la demande en viande, en lait et en œufs, notamment dans les pays en développement. Ces produits sont essentiels à la sécurité alimentaire



de la planète et fournissent 34 pour cent de la consommation mondiale de protéines et de micronutriments essentiels. Plus d'un milliard de personnes dépendent directement ou indirectement de ce secteur pour leurs moyens d'existence.

Bien que ce secteur fournisse de la nourriture à forte valeur et d'autres fonctions économiques et sociales, c'est le plus grand utilisateur de terres agricoles, de par les pâturages et l'utilisation de cultures fourragères. Il joue un rôle majeur dans le changement climatique, la gestion des terres et de l'eau et dans la biodiversité. Actuellement, l'élevage contribue à environ deux tiers des émissions de gaz à effet de



## LES ÉTUDES SUR LE MÉTHANE ENTÉRIQUE MONTRENT UNE RÉDUCTION ÉNORME DES ÉMISSIONS ET UNE AUGMENTATION DES MOYENS D'EXISTENCE

Les études 2017 du projet de méthane entérique montrent le potentiel de réduction massive de l'intensité des émissions grâce notamment à la gestion des troupeaux et de leur santé, à des stratégies de gestion de la nutrition et de l'alimentation, et à la génétique.

**Uruguay:** Réductions des émissions allant jusqu'à 42 pour cent parallèlement à une augmentation de 80 pour cent de la production de viande bovine;

**Éthiopie:** Réductions des émissions allant jusqu'à 65 pour cent parallèlement à une augmentation de 225 pour cent de la production de viande bovine;

**Bangladesh:** Réductions des émissions allant jusqu'à 17,5 pour cent parallèlement à une augmentation de la production laitière de 27 pour cent (subsistance) et 24 pour cent (commerciale).

En fonction des résultats de ces études, la FAO travaille avec les pays pour identifier des opportunités d'investissement pour des mises en œuvre à l'échelle.

serre et à 78 pour cent des rejets de méthane agricole.

La FAO soutient les pays pour qu'ils développent un élevage durable qui contribue à la sécurité alimentaire et à l'allègement de la pauvreté tout en réduisant leur empreinte écologique et l'utilisation des ressources. Par exemple, les techniques de régénération des prairies et l'amélioration des pratiques d'élevage ont le potentiel de réduire les émissions.

La FAO facilite les partenariats et est activement impliquée dans ceux-ci, notamment Le programme mondial pour un élevage durable qui vise à donner

l'élan nécessaire pour améliorer l'utilisation des ressources naturelles par le secteur.

D'autres programmes incluent un projet de réduction du méthane entérique, en collaboration avec l'Alliance mondiale de recherche sur les gaz à effet de serre en agriculture. Financé par la Coalition en faveur du climat et de la pureté de l'air et par la Nouvelle-Zélande, le projet cible l'efficacité entre ressources et utilisation qui entraîne une augmentation de la productivité de l'élevage, une meilleure sécurité alimentaire et une réduction des émissions de méthane entérique par unité de produit. ►

## DOMAINES D'ACTION DE LA FAO

### LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO SOUTIENT LE TRAVAIL DE LA FAO SUR LA GESTION INTÉGRÉE DES RAVAGEURS

Le projet, Pesticide Risk Reduction (Réduction du risque des pesticides) en Asie du Sud-Est, a reçu le soutien des gouvernements pour enrayer les mauvaises utilisations et la surutilisation de pesticides depuis 2007. En 2017, le ministère de l'Agriculture et des Forêts de la République démocratique populaire lao a salué cette initiative qui a vu la formation de milliers de paysans à des pratiques d'agriculture durable et un renforcement des réglementations en matière de pesticides.

Ces pratiques seront importantes pour l'adaptation au changement climatique sur toute la planète, étant donné que le réchauffement climatique risque d'apporter davantage de ravageurs.

Le projet a soutenu la gestion intégrée des ravageurs (IPM) et les pratiques agricoles optimales par l'intermédiaire des écoles pratiques d'agriculture tout au long de la saison.

Au cours des 20 dernières années, 31 658 agriculteurs issus de 842 villages ont bénéficié des écoles pratiques d'agriculture. Les agriculteurs formés réduisent généralement les apports en pesticides, obtiennent de meilleurs rendements et réalisent de meilleurs bénéfices comparés aux agriculteurs traditionnels: tout cela les aide à s'adapter au changement climatique.

### ▶ AVOIR DES PLANTES EN BONNE SANTÉ MALGRÉ LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

La FAO offre également ses conseils en matière de politiques et de techniques sur les bonnes pratiques de gestion destinées à augmenter la productivité des cultures, exploiter les services écosystémiques et la biodiversité agricole. Cela inclut des approches comme l'agriculture conservatrice des ressources, la gestion intégrée des ravageurs et l'agroécologie, qui ont toutes des effets positifs sur l'adaptation au changement climatique et sur l'atténuation de ses effets.

La gestion intégrée des ravageurs (IPM, pour son acronyme en anglais) est une approche écosystémique de production et de protection des cultures qui associe différentes stratégies et pratiques de gestion pour obtenir des cultures en bonne santé tout en minimisant l'utilisation des pesticides. Cette stratégie va s'avérer utile étant donné que les températures plus chaudes vont amener plus de ravageurs.

L'IPM est développée par l'intermédiaire de projets d'écoles pratiques d'agriculture (EPA) sur la gestion intégrée des sols, les chaînes de valeur, le pastoralisme, la résilience au changement climatique, et le déplacement vers une approche mondiale d'agroécologie. Aujourd'hui, ces écoles existent dans plus de 90 pays et ont contribué à

l'amélioration des compétences de plus de quatre millions d'agriculteurs, d'éleveurs et de pêcheurs du monde entier.

L'agroécologie applique des concepts et des principes écologiques aux systèmes agricoles et utilise les connaissances locales et traditionnelles des exploitants pour créer des solutions en fonction de leurs besoins. La FAO est actuellement en train de mettre en place six projets d'écoles pratiques d'agriculture sur la résilience au changement climatique, au moyen d'approches agroécologiques, en Afrique. Par exemple, le projet du Burkina Faso vise à améliorer les connaissances de 26 000 personnes par l'intermédiaire de cours communautaires et à contribuer à la gestion durable de 15 000 hectares de terres. Une nouvelle initiative d'agroécologie sera lancée en 2018.

### UNE AMÉLIORATION DE LA PLANIFICATION DES POLITIQUES ET DES INVESTISSEMENTS POUR S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud-Est, les secteurs agricoles représentent la part la plus importante du produit intérieur brut. L'agriculture est également la source principale de revenus pour les plus pauvres. Malgré tout, ces secteurs sont très exposés aux menaces du changement climatique. Les politiques nationales





## KENYA

Un agriculteur nourrit le bétail qui a survécu à la sécheresse grâce à un programme de la FAO qui offre des aliments fortifiés.  
©FAO/T. Karumba

# PLACER L'AGRICULTURE AU CŒUR DE L'ADAPTATION AU KENYA

L'agriculture est fondamentale à l'économie et aux moyens d'existence du Kenya. Le secteur emploie plus de 40 pour cent de la population totale, et ce chiffre atteint 70 pour cent dans les zones rurales. Elle contribue directement à 26 pour cent du produit intérieur brut (PIB), et indirectement à 27 pour cent du PIB par l'intermédiaire des liens avec d'autres secteurs.

Le changement climatique menace tout cela, et c'est pourquoi il est essentiel de garantir que l'agriculture demeure le poumon de l'économie du pays en la plaçant au premier plan et au centre des plans d'adaptation au climat. C'est précisément ce que fait le programme d'Intégration de l'agriculture aux plans d'adaptation nationaux.

Le programme a appuyé des consultations au plan régional sur le Programme-cadre de l'agriculture intelligente face au changement climatique, qui cherche à généraliser les considérations sur le changement climatique à la planification et aux budgets nationaux.

Le Programme NAP-Ag a également soutenu la discussion de questions d'agriculture clés au sein du Plan d'adaptation national 2015-2030 (NAP), l'un des premiers plans NAP créés en Afrique. Compte tenu de l'urgence de l'adaptation du Kenya au changement climatique, ces progrès sont un exemple pour les autres pays qui peuvent suivre le parcours d'adaptation.

qui regroupent des mesures sociales, économiques, agricoles et environnementales, et comprennent des stratégies de réduction du risque de catastrophes, aident à augmenter la résilience des populations et leur sécurité alimentaire.

Le programme Économie et politiques novatrices pour une agriculture intelligente face au climat (EPIC) travaille avec les gouvernements pour aligner les politiques nationales en matière de sécurité alimentaire, d'agriculture et de changement climatique. Présent au Malawi, au Viet Nam et en Zambie, le programme a élargi l'application de l'approche d'agriculture intelligente face au changement climatique dans d'autres pays, notamment le Kirgystan, le Mozambique et le Tadjikistan.

La FAO travaille aussi avec le Bangladesh au développement d'un outil de planification

d'investissement destiné à remédier à la dégradation environnementale et au changement climatique.

Le Plan d'investissement national pour l'environnement, les forêts et le changement climatique – approuvé par le Conseil national de l'environnement en août 2017 – a identifié 43 domaines d'investissement prioritaires nécessitant un investissement global de 11 milliards de dollars des États-Unis pour la période 2016-2021.

Par ailleurs, L'intégration de l'agriculture aux plans d'adaptation nationaux (NAP-Ag), un partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement, soutient 11 pays en Afrique, en Asie et en Amérique latine afin d'identifier et d'intégrer les mesures d'adaptation au climat, de réduction des risques de catastrophes, et de concrétisation de la parité hommes-femmes dans les processus budgétaires nationaux et de planification. ►

## DOMAINES D'ACTION DE LA FAO

### ▶ RÉDUIRE LES ÉMISSIONS CAUSÉES PAR L'UTILISATION D'ÉNERGIE DANS L'AGRICULTURE

Sur le plan mondial, la filière agroalimentaire consomme environ 30 pour cent de l'énergie disponible, la plupart dans les opérations qui suivent les récoltes et sous la forme de combustibles fossiles. Cela signifie que l'énergie utilisée dans la filière agroalimentaire représente environ 30 pour cent de leurs émissions de gaz à effet de serre. Par ailleurs, environ 40 pour cent de l'énergie utilisée dans la filière est due à la perte et au gaspillage de nourriture.

Dans le même temps, environ une personne sur cinq (1,4 milliard) dans le monde n'a pas accès à des services

d'électricité moderne, et environ trois milliards de personnes dépendent de la biomasse traditionnelle pour faire la cuisine et se chauffer, ce qui a des effets néfastes sur la santé, l'environnement et le développement économique.

Le défi consiste à déconnecter le développement de la filière agroalimentaire de l'utilisation des combustibles fossiles sans compromettre la sécurité alimentaire.

Le Programme sur les aliments énergétiquement intelligents vise à garantir la fourniture adéquate de services énergétiques et de chaînes agroalimentaires modernes en améliorant l'efficacité énergétique, en augmentant l'énergie renouvelable,



notamment le développement durable de bioénergie, en contribuant au développement d'une bioéconomie et en mettant en œuvre tout ce qui précède par l'intermédiaire d'une approche d'interconnexion entre l'eau, l'énergie et l'alimentation.

### L'IRRIGATION ALIMENTÉE PAR ÉNERGIE SOLAIRE EN INDE FAVORISE L'ACTION CLIMATIQUE

Les agriculteurs indiens se tournent vers l'irrigation à l'énergie solaire, ce qui réduit les émissions de gaz à effet de serre des pompes à diesel et renforce la sécurité alimentaire, selon une nouvelle étude de la FAO.

L'une des coopératives solaires qui se trouvent à Dhundi, dans l'État de Gujarat dans l'ouest de l'Inde, a vu en 2015 neuf agriculteurs passer à l'énergie solaire

pour le fonctionnement des pompes. On estime que 1,23 million de tonnes de CO<sub>2</sub> ont été évitées grâce au projet, et un grand nombre d'autres projets vont suivre.

Dans un autre projet à Jaipur, dans le Rajasthan, Khema Ram a transformé son immense ferme en 2012, en mettant l'énergie solaire au cœur d'une approche de gestion des sols, de l'eau et des nutriments. L'énergie solaire lui a permis de passer d'une irrigation par inondation à une irrigation par aspersion et au goutte-à-goutte, et d'installer des serres plastiques qui restent fraîches au moyen de l'énergie solaire.

La ferme s'est agrandie de 4 000 mètres carrés à 30 000 mètres carrés notamment par la remise en état de terres arides. Khema Ram emploie

désormais 40 personnes pour exploiter la ferme, en plus des membres de sa famille qui y travaillent, ce qui a créé des emplois dans la localité.

Le passage à une production quasi biologique signifie que les produits sont de meilleure qualité et qu'ils génèrent plus de revenus.

Malgré tout, en l'absence d'une bonne gestion, l'irrigation alimentée par énergie solaire encourt le risque d'encourager l'utilisation non durable de l'eau étant donné que la baisse des coûts énergétiques a entraîné une surexploitation des eaux souterraines et une faible efficacité. Ces effets «domino» devront être pris en compte lorsqu'on prévoit une amplification de l'irrigation à l'énergie solaire.





## INDE

Deux jeunes filles  
s'éclaboussent avec  
l'eau d'une rizière.  
©FAO/G. Bizzarri

### ÉCONOMISER LA NOURRITURE ET ÉVITER LE GASPILLAGE POUR STIMULER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET RÉDUIRE LES ÉMISSIONS

Les pertes et le gaspillage alimentaires représentent pratiquement 8 pour cent des émissions mondiales de gaz à effet de serre, ainsi qu'une mauvaise utilisation des ressources, dont l'eau, la terre, l'énergie, la main d'œuvre et le capital. Les pertes alimentaires décredibilisent les mesures d'adaptation et de résilience par le biais de la réduction de la disponibilité alimentaire et des revenus.

La FAO a mis au point des outils et méthodologies pour identifier les pertes, leurs causes et les solutions potentielles dans toute la filière alimentaire, de la production au stockage, en passant par le traitement et la distribution jusqu'à la consommation.

En 2011, la FAO a lancé Save Food, une initiative mondiale de réduction

des pertes et du gaspillage alimentaire. Elle comprend un réseau de plus de 900 partenaires issus des organisations internationales, du secteur privé, de la société civile et d'autres avec l'objectif commun d'encourager la prise de conscience et l'échange d'idées ainsi que les pratiques optimales pour empêcher le gaspillage et les pertes alimentaires.

La FAO a aussi créé des données et des informations pour que les décideurs politiques comprennent où et comment les pertes et le gaspillage alimentaires interviennent, et l'agence travaille avec ses partenaires pour mesurer l'impact des pertes et du gaspillage alimentaires sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

### MAINTENIR LE CARBONE DANS LE SOL

Le carbone organique du sol représente le plus grand réservoir terrestre de carbone. Par la photosynthèse, les plantes absorbent du carbone de l'atmosphère et le stockent dans les sols. Lorsque le carbone organique du sol se décompose, il est rejeté en gaz à effet de serre. Le maintien du carbone organique du sol et si possible l'augmentation des stocks de carbone dans le sol sont des moyens d'atténuer le changement climatique. Par ailleurs, sa gestion durable contribue à l'adaptation au changement climatique du fait des bénéfices multiples que le carbone organique du sol fournit en garantissant la productivité par l'intermédiaire d'un recyclage

## RÉDUIRE LES PERTES DE FRUITS ET LÉGUMES APRÈS RÉCOLTE

Le secteur agricole est essentiel en Afghanistan, au Bangladesh, au Bhoutan, en Inde, aux Maldives, au Népal, au Pakistan, au Sri Lanka et au Timor Oriental, notamment pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.

Les aliments riches en micronutriments comme les fruits et légumes sont particulièrement importants. Cependant, les pertes après récolte dans ces secteurs sont élevées, principalement à cause d'une manipulation, d'un transport et d'un emballage médiocres, de mauvaises conditions de stockage et de conditions générales d'infrastructure faibles.

Le manque de sensibilisation et de connaissances des acteurs contribue aussi aux pertes. Dans ces pays asiatiques, la FAO a lancé un projet pilote de pratiques de gestion après récolte pour améliorer la qualité et la sécurité et réduire les pertes dans les filières traditionnelles des fruits et légumes.

Des capacités clés ont été créées parmi les experts, les formateurs et les acteurs de la filière en leur transmettant de bonnes pratiques de gestion après récolte et une amélioration des technologies.

Des enquêtes ont été menées dans des chaînes d'approvisionnement prioritaires afin d'identifier les goulots d'étranglement qui contribuent aux pertes. En tout, plus de 200 acteurs et 50 formateurs d'Afghanistan, du Bangladesh, du Bhoutan, des Maldives, du Népal, du Sri Lanka et du Timor Oriental ont été formés à de bonnes pratiques de gestion après récolte.



## DOMAINES D'ACTION DE LA FAO

- ▶ efficace des éléments nutritifs, la rétention de l'eau et l'amélioration de la structure du sol.

### La FAO et le Partenariat mondial sur les sols

La FAO et le Partenariat mondial sur les sols travaillent étroitement avec les pays pour appuyer leurs efforts de gestion durable des sols grâce à une pléiade d'activités qui incluent par exemple, la production d'une Carte mondiale du carbone organique des sols (carte GSOC) en suivant une approche de bas en haut. Les pays ont été en mesure de rassembler la plus grande quantité de données disponibles sur le carbone organique du sol pour ensuite produire leurs propres cartes. Des stages de formation régionaux et un suivi technique intense ont fait partie de cette initiative. La carte GSOC sera lancée à l'occasion de la Journée mondiale des sols le 5 décembre 2017. La carte GSOC n'est pas juste une carte, c'est un processus interactif faisant partie du Système d'information des sols mondiaux destiné à augmenter la disponibilité des données et des informations sur le carbone organique du sol à des fins de surveillance et aussi pour soutenir les rapports des pays à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

La FAO et le Partenariat mondial sur les sols apportent également leur aide aux pays dans la mise en œuvre des Directives volontaires pour la gestion durable des ressources en sols afin d'augmenter la résilience des sols et des

systèmes de ressources naturelles aux effets du changement climatique, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre des sols. Le réseau international des sols noirs fait également partie des initiatives de la FAO et du Partenariat mondial sur les sols lancées cette année pour encourager la coopération technique entre les pays qui ont des sols noirs afin de surveiller, protéger et gérer de manière durable cette source très riche de carbone organique du sol.

### LA GESTION DU CARBONE ORGANIQUE DU SOL SUR LE PLAN RÉGIONAL

Le Symposium mondial sur le carbone organique du sol a été le premier à lier la gestion durable du sol à l'atténuation du changement climatique, faisant intervenir la FAO, l'IPCC et la CCNUCC. En réponse, un groupe de travail sur la gestion du carbone du sol a été créé sous l'égide du Partenariat mondial sur les sols. L'objectif est de produire un manuel technique régional qui fournit des recommandations et souligne les réussites prenant en compte les contextes environnementaux, socio-économiques, culturels et institutionnels locaux, ainsi que les obstacles potentiels à l'adoption. Plus de 150 exploitants ainsi que des représentants des instituts de recherche, des organismes gouvernementaux et des ONG du monde entier se sont associés à cette initiative.

### LA RÉSILIENCE AUX RISQUES DE CATASTROPHE ET AUX CRISES INDUITS PAR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Au fur et à mesure que la magnitude, la fréquence et la gravité des catastrophes et des crises augmentent, les ménages pauvres, les collectivités et les gouvernements sont de plus en plus sollicités pour s'adapter, faire face à et se remettre des événements extrêmes. Il devient de plus en plus difficile de garantir que les gains du développement ne sont pas engloutis par les catastrophes et les crises.

Le travail sur la résilience de la FAO se focalise sur trois principaux groupes de chocs et de crises, qui se superposent au changement climatique et sont influencés par celui-ci: 1) les catastrophes naturelles, notamment les événements météorologiques extrêmes; 2) les crises de la chaîne alimentaire dues aux ravageurs transfrontières ou aux menaces technologiques; et 3) les crises prolongées, notamment les conflits violents.

La FAO encourage la résilience des agriculteurs, des éleveurs, des pêcheurs et des communautés dépendantes de la forêt vis-à-vis des catastrophes et des crises, par l'intermédiaire d'une approche multirisque, transectorielle dans quatre domaines thématiques qui correspondent de près aux priorités du Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes:

1) Surveiller les risques de crise et de catastrophe au moyen d'un système d'alerte rapide; 2) Réduire la vulnérabilité des populations face au risque de crise et de catastrophe; 3) Gérer le risque de crise et de catastrophe; 4) Se préparer et réagir aux crises et aux catastrophes.

La réduction du risque de catastrophe et les perspectives «d'état de préparation» sont liées à la planification et au développement de long terme des capacités d'adaptation. Les personnes doivent être placées au centre, avec une priorité particulière à l'égalité des sexes, au droit à la nourriture et à la nutrition, à la dignité, la santé, l'éducation, au régime foncier et à l'accès aux ressources naturelles, la protection juridique et un emploi décent.

Deux ans après l'Accord de Paris, la FAO transforme le Programme 2015 en action locale concrète. Les activités clés des programmes de résilience de la FAO au plan local comprennent l'évaluation des pays pour qu'ils passent d'une gestion réactive des catastrophes à une réduction proactive du risque de catastrophe, et qu'ils établissent un lien entre ce processus et l'adaptation au changement climatique.

Le programme de résilience de la FAO apporte un soutien aux pays qui veulent s'attaquer aux facteurs sous-jacents de vulnérabilité notamment des personnes pauvres, tout en améliorant les capacités pour

apporter une réponse et des secours d'urgence; il apporte également des informations agroclimatiques et des systèmes d'alerte rapide qui catalysent les actions précoces. Il s'attache aussi à faire connaître et amplifier une agriculture intelligente face au climat et résiliente face aux catastrophes ainsi que des pratiques de gestion des ressources naturelles qui réduisent l'exposition au risque, diversifient la production et les choix de moyens d'existence, améliorent les revenus et garantissent une sécurité alimentaire tout au long de l'année.

L'un des aspects du programme de résilience de la FAO en particulier est le principe de «Reconstruire mieux qu'avant» qu'avant qui incorpore la réduction du risque et les mesures d'adaptation tout de suite après les urgences afin de lier la reconstruction au développement durable.

La FAO travaille avec d'autres agences onusiennes et partenaires du développement afin de renforcer la création de capacités et la réduction du risque de catastrophe, les liens d'adaptation au changement climatique dans tous les secteurs au moyen de divers partenariats, par exemple, l'Initiative pour le renforcement des capacités d'intervention en cas de catastrophe, le Partenariat mondial pour la préparation aux catastrophes et l'Initiative de partenariat «5-10-50» pour un développement tenant compte des risques.

## ÉTUDE DE LA FAO SUR LES AVANTAGES DES PRATIQUES AGRICILES DE RÉDUCTION DU RISQUE DE CATASTROPHE À L'ÉCHELLE DES FERMES

La FAO travaille avec les gouvernements et les agriculteurs pour adopter des pratiques optimales de réduction des catastrophes dans des zones sensibles aux catastrophes et au changement climatique. Pour mieux comprendre ses avantages, la FAO a mis au point une méthodologie destinée à mesurer la portée des dommages et pertes évités grâce à la mise en œuvre de pratiques optimales.

Ces informations apporteront des preuves aux décideurs politiques pour les aider à prendre des décisions éclairées et diriger les investissements vers les pratiques les plus réussies qui pourront être amplifiées pour augmenter les moyens d'existence des populations.

En mai 2017, la FAO a publié les résultats préliminaires de l'étude pilote qui avait évalué les avantages de 25 pratiques optimales de réduction des risques de catastrophes dans cinq pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud. Le rapport est disponible sur <http://www.fao.org/3/a-i7319e.pdf>

# FINANCER LE POTENTIEL AGRICOLE

L'investissement dans le Programme 2030 et l'Accord de Paris n'a pas encore atteint le niveau nécessaire pour faire du développement durable une réalité: le chiffre estimé par la Conférence de l'ONU sur le commerce et le développement est de 2,5 trillions de dollars des États-Unis chaque année uniquement pour les pays en développement.

Néanmoins, le changement est en marche. Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) finance depuis 20 ans le développement durable, accordant 17 milliards de dollars de subventions et mobilisant 88 milliards supplémentaires pour le financement. Il a été rejoint par le Fonds vert de Copenhague pour le climat, le mécanisme de financement de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique destiné aux pays en développement et le Programme d'action d'Addis-Abeba.

Ces investissements supplémentaires engendreront de grands retours. L'investissement agricole est depuis longtemps un moyen efficace et durable de réduire la faim et la pauvreté, mais il a aussi le potentiel énorme d'apporter des bénéfices en matière de lutte contre le climat et autres.

La FAO aide les nations à mobiliser le financement agricole de la part du FEM. Le portefeuille FAO-FEM dispose de plus de 120 projets dans plus de 55 pays avec une valeur d'investissement totale proche de 466 millions de dollars. L'Organisation travaille désormais avec le Fonds vert pour le climat pour aider ses Membres à réaliser leurs engagements en matière climatique et pousser leurs ambitions.

Elle est à la tête du développement et de la mise en oeuvre de projets innovants financés par le Fonds vert pour le climat, homologué pour gérer des projets de taille moyenne (jusqu'à 250 millions de dollars) basés sur subventions. La FAO soutient également des projets du Fonds vert pour le climat dirigés par d'autres, notamment des partenaires internationaux comme le PNUD. L'expertise de la FAO peut renforcer la qualité technique et le potentiel de ces projets. Elle accorde une importance particulière au soutien d'organismes accrédités régionaux, nationaux et sous-nationaux («accès direct»). Elle apporte son expertise technique aux pays membres en vertu du Programme de soutien préparatoire du Fonds vert pour le climat.

Environ 90 pour cent des engagements pris au cours de l'Accord de Paris incluent les secteurs agricoles, ce qui montre à quel point le changement de financement dans ces secteurs est crucial à la lutte contre le réchauffement climatique. La FAO possède le savoir-faire nécessaire pour soutenir ces pays dans leur accès et leur utilisation de financement de grande échelle en faveur du climat. L'Organisation aide à garantir que les ressources consacrées à la réforme de l'agriculture par les investisseurs sont dépensées à bon escient.

## QUELLES SONT LES PRIORITÉS ?

Les systèmes de gestion durables des terres et de l'eau peuvent réduire la consommation d'eau, les prélèvements d'eau et conserver les sols. La remise en état des terres dégradées peut servir à créer des puits de carbone. La réduction du gaspillage et des pertes alimentaires peut réduire les émissions associées. Ces efforts conjugués à d'autres sont une contribution colossale à la réalisation des engagements en matière de lutte contre le réchauffement climatique et de progression vers la faim zéro.



# UNE NOUVELLE PERSPECTIVE POUR L'ACTION CLIMATIQUE

Ces dernières années, nous connaissons un formidable élan grâce aux engagements mondiaux pris pour construire un avenir meilleur. Dans le Programme 2030, la communauté internationale a énoncé sa vision d'un monde libéré de la faim et plus équitable. Les signataires de l'Accord de Paris se sont engagés à maintenir le réchauffement planétaire bien en-deçà de deux degrés centigrades et à créer un avenir résilient au changement climatique. Avec le Cadre d'action de Sendai, la communauté internationale a également promis de réduire les risques de catastrophes. Elle a enfin adopté le Programme d'action d'Addis-Abeba pour financer ces processus très exigeants. La nouvelle Stratégie de la FAO relative au changement climatique oriente ses travaux vers la réalisation des engagements pris lors de ces décisions historiques.

Les secteurs alimentaire et agricole présentent des opportunités uniques de créer des synergies entre les programmes en faveur du climat et du développement.

Le soutien à l'agriculture, notamment aux petits exploitants, est essentiel pour réaliser l'ODD 1 (éliminer la pauvreté) et l'ODD 2 (faim zéro) dans le contexte du changement climatique. Il contribue également à l'ODD 13 (changement climatique) et est pertinent à d'autres

objectifs, notamment l'ODD 14 (gestion durable des océans) et l'ODD 15 (vie terrestre) et bien d'autres encore.

La FAO s'engage pleinement à appuyer les pays dans l'atteinte de leurs cibles. L'Organisation envisage un monde au sein duquel les systèmes alimentaires et agricoles sont résilients face aux effets du changement climatique grâce aux mesures d'adaptation et aux solutions d'atténuation. Elle recommande un financement climat de grande envergure pour soutenir la transformation de l'agriculture comme moyen clé d'un avenir plus durable.

La stratégie sera mise en œuvre par l'intermédiaire d'un Plan d'action qui fixe les résultats à atteindre par la FAO. Motivée par le désir de servir ses États Membres, elle traduit le mandat central de la FAO en des choix stratégiques et des priorités d'action au niveau mondial, régional et national.

Elle permettra de renforcer l'Initiative régionale de la FAO qui cible l'utilisation durable des ressources naturelles, l'adaptation au changement climatique et la gestion du risque de catastrophes dans la région d'Amérique latine et des Caraïbes. Elle ciblera également les priorités de la zone Asie Pacifique de la FAO dans ses efforts face aux effets changement climatique sur

l'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Cette initiative invite enfin les partenaires de la FAO à se joindre à elle dans un élan ambitieux qui exigera un effort décisif de collaboration pour sauvegarder la sécurité alimentaire face à l'évolution du climat et démultiplier le potentiel des secteurs agricoles pour veiller à maîtriser le changement climatique.

La Stratégie de la FAO s'enracine dans sept principes qui favorisent l'inclusion sociale, la durabilité environnementale et l'action axée sur les résultats. Elle s'articule autour de trois résultantes:

- 1 **Les capacités des États Membres dans le domaine du changement climatique sont renforcées, sous la direction de la FAO dans son rôle de fournisseur de savoirs et de compétences techniques.**
- 2 **La sécurité alimentaire, l'agriculture, les forêts et la pêche sont mieux intégrées au programme d'action international concernant le changement climatique, grâce à un engagement accru de la FAO**
- 3 **La coordination et l'exécution des travaux de la FAO sur le changement climatique sont renforcées.**

# PUBLICATIONS

## L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017

Renforcer la résilience pour favoriser la paix et la sécurité alimentaire



FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF, Rome, 2017, 144 pp. (également disponible en anglais, arabe, chinois, espagnol et russe)

La communauté internationale s'est engagée à éliminer la faim et toute forme de malnutrition dans le monde d'ici à 2030. Des progrès importants ont certes été accomplis, mais les situations de conflit et les catastrophes d'origine naturelle ou humaine constituent des obstacles. Le présent rapport prévient que la tendance de fond à la baisse de la sous-alimentation semble connaître un coup d'arrêt et qu'elle s'est peut-être même inversée, en grande partie sous l'effet des dits obstacles.

## La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2016

Changement climatique, agriculture et sécurité alimentaire



FAO, Rome, 2016, 191 pp. (également disponible en anglais, arabe, chinois, espagnol et russe)

Si l'on ne prend pas dès maintenant des mesures pour renforcer la durabilité, la productivité et la résilience de l'agriculture, les répercussions du changement climatique feront peser une lourde menace sur la production alimentaire de pays et de régions déjà fortement exposés à l'insécurité alimentaire. Le présent rapport met en lumière les stratégies, les modes de financement possibles et les besoins en données et en informations, et brosse un tableau des politiques de transformation et des institutions qui peuvent faire tomber les obstacles à la mise en œuvre.

## Turning Nationally Determined Contributions into action



FAO, Rome, 2017, 16 pp. (disponible en anglais uniquement)

Un grand nombre de pays reconnaissent que la réponse au changement climatique et la réalisation du développement durable vont de pair. Ce lien a été souligné au cours de l'Accord de Paris et dans le Programme 2030 avec ses 17 objectifs de développement durable. La FAO, qui a été proposée comme organisme garant de 21 indicateurs relatifs aux ODD, est bien placée pour soutenir les pays dans leurs efforts de réalisation des ODD. Cette note de synthèse résume l'analyse de la FAO des contributions prévues déterminées au niveau national (NDC) et fournit un aperçu dont l'Organisation, par l'intermédiaire de processus politiques, d'un renforcement des capacités et d'interventions techniques sur le terrain, soutient la mise en œuvre des NDC dans les secteurs agricoles.

## Stratégie de la FAO relative au changement climatique



FAO, Rome, 2017, 46 pp. (également disponible en anglais, espagnol et russe)

Les hommes ont la possibilité de stabiliser les températures moyennes de la planète à des niveaux non dangereux. La nouvelle Stratégie de la FAO relative au changement climatique lui permet de recentrer son travail dans le sens du processus mondial qui vise l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets. Fondée sur plusieurs décennies d'expérience et d'expertise mondiale accumulées, cette stratégie transforme la mission première de la FAO en choix stratégiques et en priorités d'action sur le plan mondial, régional, national et local, avec pour objectif central de soutenir les États Membres à réaliser leurs engagements pour faire face au changement climatique.

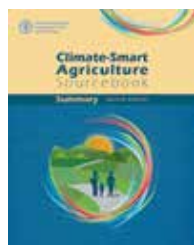
### *Climate Smart Agriculture: Building resilience to climate change*



FAO-Springer, Rome, 2017  
(disponible en anglais uniquement)

L'agriculture intelligente face au climat est un concept qui demande l'intégration des stratégies d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets aux stratégies de croissance agricole. Ce nouveau guide en libre accès, copublié par Springer, fournit des pratiques optimales ayant fait leurs preuves et des approches innovantes pour promouvoir les systèmes d'agriculture intelligente face au climat à l'appui de la sécurité alimentaire sur le plan national.

### *Climate-Smart Agriculture Sourcebook: Update - Summary of the second edition 2017*



FAO, Rome, 2017  
(disponible en anglais uniquement)

Ce résumé apporte un aperçu de la deuxième édition numérique du Guide sur l'agriculture intelligente face au climat. La nouvelle édition comprend de nouveaux résultats, des études de cas et les leçons retenues. Elle tient également compte des changements dans le paysage de l'action internationale de lutte contre le climat depuis l'édition originale publiée en 2013. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui comprend l'Accord de Paris sur le changement climatique, les objectifs de développement durable et le Programme d'action d'Addis-Abeba, fournit un cadre international sans précédent pour permettre des actions nationales et des efforts internationaux forts visant la réalisation du développement durable.

### *Low-emissions development of the beef cattle sector in Argentina*



FAO, Rome, 2017, 34 pp.  
(disponible en anglais uniquement)

Quel est le potentiel d'améliorer la productivité bovine tout en réduisant l'intensité des émissions de méthane entérique de la production? Cette étude identifie les stratégies à bas coût, comme la conservation du fourrage et le contrôle des maladies des organes reproducteurs.

### *From reference levels to results reporting: REDD+ under the UNFCCC*



FAO, Rome, 2017, 36 pp.  
(disponible en anglais uniquement)

Cette publication fournit un rapport de situation sur l'évolution et les réalisations pour mesurer, notifier et vérifier les activités REDD+, ainsi qu'une mise à jour sur les activités liées aux soumissions des pays concernant leurs niveaux d'émissions de référence pour les forêts. Ce rapport fait également le résumé des expériences concernant le processus d'évaluation technique et offre un aperçu des rapports de résultats REDD+ initiaux et des analyses techniques de ces rapports.



# PUBLICATIONS

*FAO's work to enhance countries' capacity to report to the UNFCCC – Agriculture, Forestry and Other Land Use*



FAO, Rome, 2017, 20 pp.  
(disponible en anglais uniquement)

Le dépliant infographique montre que la FAO – à la fois par l'intermédiaire du projet REDD+ /des équipes de Suivi national des forêts et du projet MAGHG-2, Suivi et évaluation des gaz à effet de serre et du potentiel d'atténuation dans le secteur agricole – fournit des renseignements aux États membres concernant le cadre de mesure, de notification et de vérification (MNV). Il présente également des expériences sur le terrain avec des exemples d'activités en Afrique, en Asie, en Amérique latine et aux Caraïbes, et souligne des ressources utiles.

*Directives volontaires sur le suivi national des forêts*



FAO, Rome, 2017, 62 pp.  
(également disponible en anglais et espagnol)

La FAO a préparé des directives pour aider les gestionnaires des forêts à intégrer le changement climatique aux plans et pratiques de gestion des forêts. La mise en œuvre des directives a débuté en Amérique latine, en Asie et en Afrique australe. La FAO travaille actuellement avec six pays d'Afrique de l'Est à la mise en œuvre de ces directives à savoir le Burundi, l'Éthiopie, l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan du Sud et la Tanzanie.

*Soils' potential to contribute to offset international aviation emissions*



FAO, Rome, 2017, 8 pp.  
(disponible en anglais uniquement)

L'aviation internationale est responsable de 1,3 pour cent des émissions de CO<sub>2</sub> anthropogéniques. Même si l'on prend en compte les améliorations prévues par l'Organisation de l'aviation civile internationale, un écart de 523 tonnes de CO<sub>2</sub> demeure dans la réalisation des cibles de réduction des émissions. Cette note présente la fixation du carbone par les sols comme une solution pour contrebalancer ces émissions. Les «success stories» des projets de la FAO comme le développement et la mise en œuvre du système Quesungual au Honduras montrent qu'il est possible d'améliorer les stocks de carbone, et d'atténuer ainsi l'augmentation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère tout en améliorant la sécurité alimentaire et la résilience face au changement climatique.

*Greenhouse gas emissions from aquaculture*

A life cycle assessment of three Asian systems



FAO, Rome, 2017, 92 pp.  
(disponible en anglais uniquement)

*Assessing climate change vulnerability in fisheries and aquaculture*



FAO, Rome, 2015, 98 pp.  
(disponible en anglais uniquement)

*Addressing agriculture, forestry and fisheries in National Adaptation Plans – Supplementary guidelines*



FAO, Rome, 2017, 102 pp.  
(disponible en anglais uniquement)

Cette publication répond à un appel du Groupe chargé des pays les moins avancés de la CCUNUC, invitant les acteurs internationaux à préparer des directives sectorielles d'appui aux Directives techniques du Plan d'adaptation nationale (NAP) de la CCUNUC. Les directives de NAP-Ag visent à aider les pays en développement à réduire la vulnérabilité des secteurs agricoles aux impacts du changement climatique en renforçant les capacités et la résilience; en se préoccupant de l'agriculture par la formulation et la mise en œuvre des NAP et en améliorant l'intégration de l'adaptation aux politiques, aux programmes et aux plans de développement agricole. Les directives soulignent quatre éléments et étapes connexes pour préparer les contributions du secteur de l'agriculture au NAP.

*Save food for a better climate – Translating the food loss and waste challenge into climate action*



FAO, Rome, 2017, 62 pp.  
(disponible en anglais uniquement)

Cette publication s'intéresse aux liens entre les pertes et le gaspillage alimentaires et le changement climatique. Elle décrit leurs impacts et présente les cadres globaux récents adoptés par la communauté internationale, et leur traduction dans des priorités et cibles nationales. Elle explore différentes technologies dans la lutte contre le changement climatique, et étudie les défis et opportunités liés au financement. Enfin, le document identifie les moyens et les facteurs permettant de réduire les pertes et le gaspillage alimentaires.

*ClimAfrica – Climate change predictions in Sub-Saharan Africa: impacts and adaptations*



FAO, Rome, 2017  
(disponible en anglais uniquement)

Ce document a été produit dans le cadre du module de travail dirigé par la FAO n° 4 du projet ClimAfrica, financé par la Commission européenne. Il offre une meilleure compréhension des dynamiques actuelles des principaux systèmes de production alimentaire en Afrique (jusqu'à 2020) et met au point un ensemble de scénarios de vulnérabilité conditionnelle basés sur les tendances agricoles et socio-économiques actuelles utilisées pour évaluer les impacts dans le cadre du projet ClimAfrica. L'approche méthodologique est fondée sur le cadre méthodologique de la FAO d'évaluation des terres et de cartographie agroécologique dans le but de développer des scénarios des principaux systèmes de production en Afrique subsaharienne.

*The impact of disasters on agriculture: Addressing the information gap*



FAO, Rome, 2017, 24 pp.  
(disponible en anglais uniquement)

Le nombre et la fréquence des catastrophes naturelles répertoriées, ainsi que l'impact associé et les dommages engendrés sur les moyens d'existence et les économies, sont en hausse significative. Les catastrophes naturelles détruisent souvent des avoirs et des infrastructures agricoles essentielles, perturbent les cycles de production, les flux de commerce et les moyens d'existence. Ceci à son tour affecte la sécurité alimentaire et provoque d'autres troubles dans toute la filière. Les données et les informations systématiques concernant l'impact des catastrophes et des événements extrêmes en agriculture sont limitées. Les pays doivent agir pour minimiser les effets dévastateurs sur les moyens d'existence et sur l'économie. L'agriculture doit être au centre de ces efforts, compte tenu de ses interactions larges avec l'environnement et de sa dépendance directe vis-à-vis des ressources naturelles pour la production.

# PUBLICATIONS

## *Benefits of farm level disaster risk reduction practices in agriculture: Preliminary findings*



FAO, Rome, 2017, 32 pp.  
(disponible en anglais uniquement)

L'étude identifie les pratiques qui aident à réduire la vulnérabilité des ménages et des collectivités aux risques naturels. Elle utilise une approche systématique pour quantifier, au cas par cas, la manière dont les pertes et les dommages peuvent être réduits dans le secteur agricole en mettant en oeuvre des pratiques optimales de réduction du risque de catastrophes dans les fermes, par comparaison aux pratiques habituelles. Les analyses présentées sont basées sur les données rassemblées auprès des projets en cours qui font la promotion des pratiques optimales de réduction du risque de catastrophes et d'adaptation au changement climatique. L'objectif est de renseigner les décideurs politiques ainsi que les professionnels de réduction du risque de catastrophes sur les opportunités de réduire les risques des exploitants au moyen de cette étude.

## *Climate change and food security: risks and responses*



FAO, Rome, 2016, 98 pp.  
(disponible en anglais uniquement)

Ce rapport rassemble les preuves concernant les effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Il montre comment une cascade d'effets des écosystèmes jusqu'aux moyens d'existence interagit avec une série de vulnérabilités, compromettant la sécurité alimentaire et la nutrition. Ce rapport présente des moyens de s'adapter, de réduire les vulnérabilités et de renforcer la résilience face au changement climatique.

## *Directives Volontaires à l'Appui de l'Intégration de la Diversité Génétique dans les Plans Nationaux d'Adaptation au Changement Climatique*



FAO, Rome, 2015, 32 pp.  
(également disponible en anglais, arabe, chinois, espagnol et russe)

Les *Directives volontaires à l'appui de l'intégration de la diversité génétique dans les plans nationaux d'adaptation au changement climatique* ont été élaborées sous l'égide de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture et adoptées par la Conférence de la FAO en 2015. Elles visent à aider les pays à gérer les ressources génétiques, réservoir et outil essentiel dont ils disposent pour adapter l'agriculture et renforcer la résilience des systèmes de production agricole et alimentaire.

## *The impact of disasters on agriculture and food security*



FAO, Rome, 2015, 78 pp.  
(disponible en anglais uniquement)

L'étude évalue l'impact des risques et catastrophes naturels de grande échelle sur les secteurs agricoles dans les pays en développement entre 2003 et 2013, avec une priorité sur les dommages physiques directs et les pertes économiques indirectes. Les résultats de l'étude devraient soutenir les efforts nationaux et internationaux de réduction des dommages et des pertes causés par les catastrophes et renforcer la résilience des secteurs agricoles, ce qui correspond aux cibles de résilience fixées par le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes, les objectifs de développement durable, et l'Accord international contre le changement climatique.



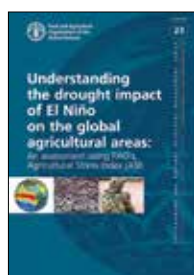
### *Adoption of climate technologies in the agrifood sector: methodology*



FAO, Rome, 2015, 58 pp.  
(disponible en anglais uniquement)

Les systèmes agroalimentaires de la planète jouent un rôle important dans la production d'émissions de gaz à effet de serre et par conséquent, ils subissent de plus en plus de pression destinée à réaliser des améliorations et réduire leur empreinte écologique. En encourageant l'adoption de technologies écologiques optimales disponibles sur toute la filière nous ferons un grand pas en direction de cet objectif en tant que contribution à un nombre croissant d'études sur le sujet, ce rapport, rédigé en collaboration avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, fournit une méthodologie pratique pour permettre à un pays ou à une agence de financement d'évaluer et de surveiller la pénétration du marché des technologies et des pratiques durables de la filière agroalimentaire dans le contexte du changement climatique.

### *Understanding the drought impact of El Niño on the global agricultural areas: Available methodologies and their relevance for the sector.*



FAO, Rome, 2015, 52 pp.  
(disponible en anglais uniquement)

Pendant les épisodes El Niño, les cycles normaux de précipitation et de circulation de l'atmosphère dans les tropiques sont perturbés et déclenchent des événements climatiques extrêmes qui se répercutent dans le monde entier – sécheresses, inondations – et qui affectent l'intensité et la fréquence des ouragans. Ces catastrophes créent des pièges de pauvreté qui aggravent la prévalence de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

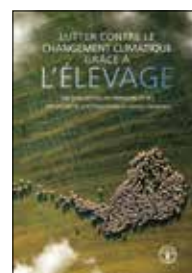
### *Climate-Smart Agriculture Sourcebook*



FAO, Rome, 2013, 570 pp.  
(disponible en anglais uniquement)

Ce guide a pour objectif d'accompagner les décideurs politiques, les gestionnaires de projets, les experts, les universitaires, les vulgarisateurs et praticiens dans leurs efforts pour rendre les secteurs de l'agriculture plus résilients au changement climatique, plus durables et plus productifs, tout en répondant aux défis du changement climatique. Il illustre enfin les concepts, détaille les différentes approches de l'agriculture intelligente face au climat dans et à travers différents sous-secteurs, et esquisse les cadres favorables.

### *Lutter contre le changement climatique grâce à l'élevage*

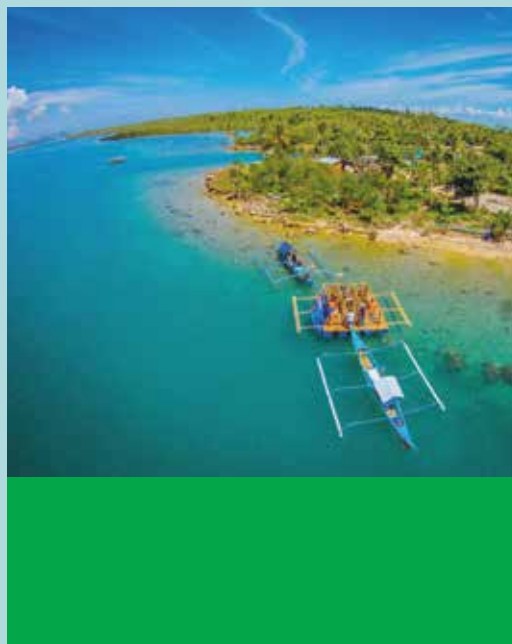


FAO, Rome, 2013, 139 pp.  
(également disponible en anglais)

Il faut poursuivre les efforts au niveau international pour réduire les émissions de GES. Le secteur de l'élevage, un gros émetteur de GES, a le potentiel de réduire ses émissions de manière significative.

# L'ACTION DE LA FAO FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Conférence des  
Nations Unies sur les  
changements climatiques 2017



Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 815 millions de personnes souffrent de la faim aujourd'hui dans le monde. Après avoir reculé pendant plus d'une décennie, la faim dans le monde augmente de nouveau en 2017. Selon les projections de cette année, la planète doit d'ici 2050, produire 49 pour cent de nourriture en plus qu'en 2012 compte tenu de la croissance démographique et des changements dans l'alimentation.

Dans le même temps, pratiquement 80 pour cent des personnes pauvres vivent dans des zones rurales et dépendent de l'agriculture, de la pêche et de l'exploitation des forêts comme principale source de revenus et de nourriture.

Si les températures continuent d'augmenter, l'objectif du Programme de développement durable à l'horizon 2030 d'éradiquer la faim et d'assurer la durabilité de nos ressources naturelles sera compromis.

Cette publication présente les messages clés de la FAO sur le changement climatique et la sécurité alimentaire. Elle inclut des exemples du travail de la FAO pour aider les pays à s'adapter aux effets du changement climatique sur les secteurs agricoles. Elle rassemble les connaissances de la FAO sur le changement climatique les plus récentes, y compris les instruments et les méthodologies utilisés pour soutenir les engagements et les plans d'actions sur le changement climatique.